



Rapport financier
semestriel 2015



LE GROUPE LA POSTE

TABLE DES MATIERES

Attestation de la personne responsable	page 5
Rapport d'activité du premier semestre 2015	page 9
Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2015	page 71
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2015	page 109

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 30 juillet 2015

Le Président-directeur Général

Philippe Wahl

RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2015

SOMMAIRE

1.	FAITS MARQUANTS.....	14
1.1	MODIFICATIONS AU SEIN DU COMITE EXECUTIF	14
1.1.1	Nomination à la branche Numérique.....	14
1.1.2	Nomination d'un directeur général adjoint en charge de la transformation du Groupe	14
1.1.3	Nomination au Réseau La Poste	14
1.1.4	Elargissement des fonctions du directeur général adjoint en charge des finances	14
1.1.5	Nomination d'un directeur général adjoint en charge de la stratégie institutionnelle et de la régulation.....	14
1.1.6	Nomination d'un directeur général adjoint en charge de la branche Services-Courrier-Colis	14
1.2	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	15
1.2.1	La croissance mondiale est restée modérée.....	15
1.2.2	Reprise graduelle confirmée dans la zone euro	15
1.2.3	Une reprise progressive en France aussi	15
1.2.4	Ressaut limité du prix du pétrole, recul des craintes de déflation dans la zone euro.....	16
1.2.5	Chute puis rebond des taux d'intérêt, surtout dans la zone euro, et hausse des bourses	16
1.2.6	Nouvelle baisse de l'euro au 1 ^{er} trimestre.....	16
1.3	ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....	17
1.3.1	La Poste publie le tableau de bord du service universel pour l'année 2014.....	17
1.3.2	Feuille de route du Livre vert sur la livraison de colis	17
1.3.3	La Poste innove en simplifiant sa gamme courrier-colis.....	18
1.3.4	La Poste augmente les tarifs courrier et colis	18
1.3.5	Evolution de l'environnement bancaire.....	19
1.4	CROISSANCE EXTERNE, PARTENARIATS ET INNOVATIONS	19
1.4.1	Services-Courrier-Colis	19
1.4.2	GeoPost.....	20
1.4.3	La Banque Postale.....	21
1.4.4	Le Réseau La Poste	23
1.4.5	Le Numérique.....	23
1.5	EMISSION OBLIGATAIRE DE 500 MILLIONS D'EUROS	25
1.6	ENGAGEMENT DU GROUPE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE	25
1.6.1	La Banque Postale arrive à la 1 ^{ère} place dans le classement extra financier d'Oekom Research	25
1.6.2	L'offre responsable et éco-socio conçue du Groupe s'étend.....	26
1.6.3	Transition énergétique : l'engagement se poursuit dans les transports comme dans les bâtiments	26
1.6.4	Engagement en faveur des populations vulnérables.....	27
1.6.5	La Poste partenaire de la COP21	27

1.7	LA POSTE, UN EMPLOYEUR RESPONSABLE.....	27
1.7.1	Dialogue social	27
1.7.2	Formation et évolution professionnelle.....	28
1.7.3	Santé et qualité de vie au travail	29
1.7.4	Professionnalisation des filières RH et management.....	29
1.7.5	Diversité – égalité des chances	29
2.	SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE.....	30
2.1	COMPTES PRO FORMA AU TITRE DE 2014	30
2.1.1	Compte de résultat au 30 juin 2014	30
2.1.2	Variation de la trésorerie au 30 juin 2014	31
2.1.3	Capitaux propres au 30 juin 2014	32
2.2	RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE.....	33
2.2.1	Produits opérationnels	33
2.2.2	Résultat d'exploitation	35
2.2.3	Résultat financier.....	36
2.2.4	Résultat net	37
2.2.5	Flux de trésorerie disponible.....	37
2.2.6	Ratios financiers	37
3.	RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR OPERATIONNEL.....	38
3.1	SYNTHESE DES RESULTATS OPERATIONNELS	38
3.1.1	Secteurs opérationnels	38
3.1.2	Résultats au 30 juin 2015 par secteur opérationnel	39
3.1.3	Passage des comptes publiés au 30 juin 2014 aux comptes pro forma 2014.....	39
3.2	BRANCHE SERVICES–COURRIER-COLIS	41
3.2.1	Pôles Services et Courrier	41
3.2.2	Pôle Colis.....	42
3.2.3	Résultat d'exploitation	43
3.3	GEOPOST	43
3.3.1	Nouvelle progression marquée des volumes	44
3.3.2	Résultat d'exploitation	45
3.4	LA BANQUE POSTALE	46
3.4.1	Environnement économique et financier.....	46
3.4.2	Activités commerciales	46
3.4.3	Performance opérationnelle.....	49
3.4.4	Structure financière.....	50

3.5	LE RESEAU LA POSTE.....	51
3.5.1	Réseau La Poste	51
3.5.2	La Poste Mobile.....	53
3.6	BRANCHE NUMERIQUE	53
3.6.1	Chiffre d'affaires	54
3.6.2	Résultat d'exploitation	55
3.7	AUTRES SECTEURS.....	55
3.7.1	L'Immobilier.....	55
3.7.2	Supports et structures	56
3.7.3	Charges non affectées	57
4.	AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT	58
4.1	RESULTAT FINANCIER	58
4.2	RESULTAT NET PART DU GROUPE	59
5.	ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE.....	60
5.1	VARIATION DE LA DETTE NETTE	61
5.1.1	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	61
5.1.2	Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque	62
5.1.3	Variation de la dette nette.....	64
5.2	VARIATION DE TRESORERIE	65
5.3	DECOMPOSITION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	67
5.3.1	Endettement brut.....	67
5.3.2	Endettement net.....	68
5.4	CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE	69
5.5	NOTATION FINANCIERE	69
5.5.1	Notation de La Poste	69
5.5.2	Notation de La Banque Postale	69
6.	PERSPECTIVES ET EVENEMENTS POST CLOTURE.....	70
6.1	PERSPECTIVES	70
6.2	EVENEMENTS POST CLOTURE	70

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

1. Faits marquants

1.1 Modifications au sein du Comité Exécutif

1.1.1 Nomination à la branche Numérique

Nathalie Collin, directrice générale adjointe en charge de la Communication depuis avril 2014 a été nommée début février 2015 directrice générale adjointe du Groupe La Poste en charge du Numérique et de la Communication.

1.1.2 Nomination d'un directeur général adjoint en charge de la transformation du Groupe

Philippe Bajou, précédemment directeur général adjoint en charge du Réseau La Poste a été nommé directeur général adjoint en charge de la transformation du Groupe le 24 février 2015. A ce titre, il pilotera à compter du 1^{er} juin 2015 et au cours des prochains mois, le projet de regroupement des sièges du Groupe et conduira plus généralement la transformation des sièges, des supports et des structures.

Philippe Bajou aura également en charge la direction des systèmes d'information du Groupe et assurera la Présidence de Poste Immo, la filiale immobilière du Groupe.

1.1.3 Nomination au Réseau La Poste

Anne-Laure Bourn a été nommée directrice générale adjointe du Groupe La Poste, en charge du Réseau La Poste le 24 février 2015. Précédemment directrice des opérations de La Banque Postale, Anne-Laure Bourn a pris ses fonctions au 1^{er} juin 2015 et est devenue à ce titre membre du comité exécutif du Groupe. Elle succède à Philippe Bajou, en charge du Réseau depuis 2012.

1.1.4 Elargissement des fonctions du directeur général adjoint en charge des finances

Yves Brassart, directeur général adjoint du Groupe, en charge des finances, sera nommé Directeur général adjoint, en charge des finances et du développement à compter du 1^{er} septembre prochain.

1.1.5 Nomination d'un directeur général adjoint en charge de la stratégie institutionnelle et de la régulation

Nicolas Routier, directeur général adjoint du Groupe en charge de la branche Services-Courrier-Colis depuis avril 2009, sera nommé directeur général adjoint en charge de la stratégie institutionnelle et de la régulation à compter du 1^{er} septembre prochain.

1.1.6 Nomination d'un directeur général adjoint en charge de la branche Services-Courrier-Colis

Philippe Dorge, directeur des Ressources Humaines, membre du comité exécutif du Groupe PSA Peugeot Citroën, sera nommé directeur général adjoint du Groupe La Poste, en charge de la branche Services-Courrier-Colis, succédant ainsi à Nicolas Routier à compter du 1^{er} septembre prochain.

1.2 Environnement économique et financier

Compte tenu de son positionnement sur des activités de services, le Groupe est influencé dans ses différents métiers par la conjoncture économique et par l'évolution du coût du travail, notamment en France. Les cours du pétrole et les taux de change, vis-à-vis du dollar US et de la livre notamment, sont également importants pour les activités logistiques et internationales du Groupe (forte présence de GeoPost au Royaume-Uni). Enfin, le Groupe est sensible pour ses activités bancaires à l'évolution des taux d'intérêt et dans une moindre mesure à celle des marchés financiers.

1.2.1 La croissance mondiale est restée modérée

Malgré le soutien d'un pétrole moins cher, la croissance mondiale est restée modérée au 1^{er} semestre. Avant de se raffermir au printemps, elle s'est même tassée au 1^{er} trimestre pour plusieurs raisons : léger repli de l'activité aux Etats-Unis, principalement lié à la chute des investissements du secteur pétrolier et à l'impact négatif de l'appréciation du dollar sur le commerce extérieur, récessions brésilienne et russe et nouveau ralentissement de la croissance en Chine dont l'économie est aux prises avec plusieurs difficultés (dégonflement d'une bulle immobilière, dettes excessives, surcapacités industrielles). En revanche, l'économie japonaise a rebondi et la zone euro a confirmé sa reprise graduelle.

1.2.2 Reprise graduelle confirmée dans la zone euro

Encore très fragile en 2014, la reprise économique de la zone euro s'est consolidée au 1^{er} semestre, sur un rythme proche de 1,5 % par an pour la croissance du PIB. Elle a été favorisée par la conjonction de plusieurs soutiens : un prix du pétrole beaucoup moins cher, un euro plus faible et des taux d'intérêt très bas, suite à la politique monétaire très active de la BCE ; enfin des politiques budgétaires bien moins restrictives après plusieurs années d'austérité.

Cette reprise graduelle a résulté aussi des ajustements réalisés dans plusieurs pays pour rétablir leur compétitivité et améliorer l'efficacité de leur économie. Ainsi, l'activité s'est redressée dans plusieurs Etats-membres que la crise des dettes souveraines de 2012 avait plongée dans de grandes difficultés : la croissance économique est revenue en Irlande, puis en Espagne et au Portugal; l'Italie est sortie de récession au cours du 1^{er} semestre.

1.2.3 Une reprise progressive en France aussi

Le premier trimestre a été marqué par une croissance plutôt soutenue (+2,5 % en rythme annualisé), grâce au net rebond de la consommation des ménages. Ces derniers ont en effet assez rapidement consommé les gains de pouvoir d'achat qu'ils ont tirés de la baisse du prix du pétrole. Les dépenses des ménages ont par contre été moins dynamiques au deuxième trimestre, ce qui a limité la croissance du PIB.

Par ailleurs, grâce à la baisse de l'euro et à différentes mesures de politique économique (CICE notamment), les exportations françaises se sont bien tenues au premier semestre. Cela devrait stimuler l'investissement des entreprises : les industriels ont en effet annoncé avoir nettement revu à la hausse leurs projets pour 2015. En revanche, l'immobilier a continué à peser sur l'activité mais la mise en œuvre du dispositif fiscal dit « Pinel » annonce un début d'amélioration.

Sur le marché du travail, le rythme de croissance de l'économie française a été suffisant pour stabiliser l'emploi sans pour autant mettre fin à la hausse du chômage.

1.2.4 Ressaut limité du prix du pétrole, recul des craintes de déflation dans la zone euro

Tombé à 45\$ mi-janvier 2015, contre 115\$ en juin 2014, le prix du baril de Brent de la mer du Nord est remonté vers 65\$ à fin avril, à cause notamment des signes avant-coureurs d'une baisse de la production américaine de pétrole de schiste (chute du nombre de forages aux Etats-Unis suite à celle du prix du baril). Néanmoins, ce ressaut du cours de l'or noir ne s'est pas poursuivi car l'offre mondiale de pétrole est restée abondante. L'Opep a notamment maintenu ses quotas de production pour défendre ses parts de marché.

Dans ce contexte, après avoir basculé en territoire négatif en début d'année, la variation sur un an des prix à la consommation est redevenue positive au printemps (France et zone euro : +0,3 % sur un an en mai). De surcroît, l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) a cessé de fléchir (France : 0,6 % sur un an en mai). Outre le ressaut du cours du baril, l'affaiblissement de l'euro a contribué à la légère remontée des prix, en accroissant le coût des produits importés. Enfin, l'amélioration de la conjoncture économique en Europe a fait diminuer les craintes, assez vives en 2014, de voir la zone euro entrer dans un processus de déflation.

1.2.5 Chute puis rebond des taux d'intérêt, surtout dans la zone euro, et hausse des bourses

En début d'année, les taux d'intérêt à moyen-long terme dans la zone euro ont poursuivi leur baisse dans le sillage de la fin d'année 2014 ; baisse déclenchée à l'origine par les craintes de déflation et par la perspective d'une amplification des soutiens monétaires de la BCE, sous la forme d'un programme d'achats de titres effectivement mis en œuvre en mars. Les rendements des obligations d'Etat les plus sûres sont ainsi tombés mi-avril à un niveau très bas en regard des perspectives économiques : au-dessous de 0,1 % pour le Bund allemand et autour de 0,35 % pour l'OAT 10 ans. Cette chute des taux a été suivie d'une forte correction haussière. Le taux de l'OAT 10 ans est remonté à 1,2 % en juin (moyenne mensuelle), celui du Bund à 0,8 % contre 0,92 % et 0,64 % respectivement en décembre 2014.

De leur côté, les taux d'intérêt à court terme sont restés extrêmement bas, sous l'effet de la politique monétaire très active de la BCE. C'est le cas en particulier pour les taux interbancaires. L'Eonia, passé dans le rouge fin 2014 à cause de l'abondance des liquidités bancaires et d'un taux d'intérêt négatif sur les dépôts des banques auprès de la banque centrale, est tombé à -0,12% en juin. L'Euribor 3 mois a glissé au-dessous de 0 % (-0,01 % en juin).

Les places boursières européennes ont connu un essor au 1^{er} trimestre, grâce à l'effet positif d'un euro plus faible sur les résultats des entreprises cotées et à la réévaluation des perspectives économiques de la zone euro. Le 2^{ème} trimestre a été très heurté en revanche, notamment à cause d'une nouvelle crise de la dette grecque et de vives tensions entre Athènes et ses créanciers internationaux. Néanmoins, les places européennes ont progressé sur l'ensemble du semestre (+12 % pour le CAC 40 sur l'ensemble du 1^{er} semestre).

1.2.6 Nouvelle baisse de l'euro au 1^{er} trimestre

Après son décrochage du 2nd semestre 2014, l'euro s'est encore un peu affaibli face au dollar au cours du 1^{er} trimestre 2015. Il a fléchi à 1,12\$ en juin (moyenne mensuelle) contre 1,23\$ en décembre 2014. En effet, jusqu'à début avril, la devise européenne a de nouveau été tirée vers le bas par la divergence de politique monétaire entre la BCE et la Réserve fédérale américaine. De fait, pour parer au risque de déflation, la première a créé massivement des liquidités (achats de titres, prêts de longue durée aux banques) donc accru l'offre d'euros. En outre, elle n'a pas caché que sa

politique de taux directeurs très bas était durable. A l'inverse, la banque centrale américaine a mis fin à ses achats de titres depuis octobre 2014 et a déclaré qu'elle se préparait à relever son taux directeur, certes sans passer à l'acte au 1^{er} semestre 2015.

De même, l'euro s'est déprécié face à la livre au 1^{er} trimestre, de 0,79£ en décembre 2014 à 0,72£ en juin 2015, en dépit d'un déficit extérieur du Royaume-Uni. A l'instar de la banque centrale américaine, la Banque d'Angleterre a cessé sa politique d'achats de titres (depuis l'été 2012).

1.3 Environnement réglementaire

1.3.1 La Poste publie le tableau de bord du service universel pour l'année 2014

Le 15 avril 2015, La Poste a publié le tableau de bord du service universel pour l'année 2014. Ce document, également transmis à l'ARCEP (Autorité de Régulations des Communications Electroniques et des Postes), à la DGE (Direction Générale des Entreprises) et à la CSSPCE (Commission Supérieure du Service Public des Postes et des Communications Electroniques), détaille les délais d'acheminement des principaux produits du service universel (Lettre prioritaire, Lettre verte, Lettre recommandée, courrier industriel, courrier transfrontière communautaire, Colissimo guichet, presse), l'accessibilité du réseau de La Poste au travers de ses points de contact postaux et de ses boîtes aux lettres de rue, ainsi que le traitement des réclamations. Le tableau de bord est disponible sur le site internet du Groupe La Poste¹.

1.3.2 Feuille de route du Livre vert sur la livraison de colis

Le 16 décembre 2013, la Commission européenne (CE) publiait sa feuille de route relative à l'achèvement du marché unique concernant la livraison de colis, celle-ci devant être mise en œuvre dans les 18 mois.

Cette feuille de route s'inscrit dans le cadre de travaux de la Commission concernant le développement du commerce électronique et fait suite au Livre vert de 2012 sur l'intégration du marché de la livraison de colis. Elle propose de nouvelles actions pour résoudre les problèmes entourant la livraison de colis et les difficultés rencontrées par les consommateurs et les détaillants en ligne dans l'Union Européenne.

L'industrie des postes européennes a depuis rencontré régulièrement la Commission pour faire part des avancées de cette mise en œuvre (amélioration de l'interopérabilité entre les opérateurs, développement du marché de la livraison...).

Le 16 avril 2015, les présidents des 21 opérateurs postaux européens ont rencontré le Vice-président de la CE Andrus Ansip et la Commissaire européenne Elzbieta Bienkowska afin d'aborder la mise en œuvre de l'Initiative de l'Industrie² et la question de la tarification de la livraison

¹ <http://legroupe.laposte.fr/>

² A la suite de la publication de la feuille de route relative à l'achèvement du marché unique concernant la livraison de colis, toutes les postes européennes se sont engagées à procéder ensemble à des améliorations de l'interopérabilité de leurs réseaux. Ces engagements, rassemblés sous le terme d'« Industry Initiative », concernaient le développement d'un service de colis transfrontalier d'entrée de gamme avec suivi, la mise à disposition des sites d'e-commerce étrangers d'au moins deux solutions de livraison dans le pays de destination, la mise en œuvre de solutions de retour de colis, l'harmonisation des étiquettes, et l'amélioration du service client pour les colis transfrontaliers.

transfrontalière de colis.

Cette rencontre a été suivie par l'adoption par la CE, le 6 mai 2015, de la stratégie d'ensemble pour le marché unique numérique en Europe. La CE a également publié une consultation publique sous forme de questionnaire sur la distribution de colis transfrontières. Les opérateurs ont jusqu'au 29 juillet 2015 pour y répondre.

1.3.3 La Poste innove en simplifiant sa gamme courrier-colis

A compter du 1^{er} janvier 2015, une nouvelle gamme Courrier-Colis est proposée au grand public visant à simplifier l'offre via la suppression de 60 références. Elle s'articule autour de trois nouveautés :

- La gamme des produits est désormais structurée autour d'une épaisseur pivot de 3 cm, permettant l'envoi d'objets plats (CD, DVD, petits livres, etc.). Les petits objets de moins de 3 cm peuvent ainsi être affranchis au tarif des correspondances (Lettre prioritaire/Lettre verte/Écopli) ou Colissimo, en fonction des options de livraison souhaitées par les clients. Au-delà de 3 cm, c'est l'offre Colissimo qui est proposée.
- Le lancement de la nouvelle gamme s'accompagne d'un renouvellement des emballages prépayés ou d'emballages à affranchir avec un large choix de formats. Ces emballages à affranchir sont vendus en complément des affranchissements au prix unique de 1,5 euro.
- La Poste propose également un enrichissement du Service Universel avec la création d'une Lettre suivie (apposition d'un code barre sur une enveloppe classique) distribuée en 48h, destinée à l'envoi suivi de documents ou de marchandises jusqu'à 3 cm d'épaisseur également. Son tarif est de 3,20 euros TTC (emballage compris) soit une diminution de 28 centimes par rapport au prêt-à-poster Lettre Max 2014, qu'elle remplace.

1.3.4 La Poste augmente les tarifs courrier et colis

1.3.4.1 *Hausse des tarifs du courrier*

Au 1^{er} janvier 2015, la Lettre verte est passée de 0,61 euro à 0,68 euro et la lettre prioritaire de 0,66 euro à 0,76 euro. L'avantage tarifaire proposé par la Lettre verte, désormais majoritairement utilisée par les clients, est donc renforcé et porté à 8 centimes par rapport à la Lettre prioritaire, contre 5 centimes auparavant.

Alors que le territoire français est l'un des plus étendus d'Europe et que La Poste distribue le courrier 6 jours sur 7 en tous points du territoire, ses tarifs restent comparables à ceux des autres pays européens. De plus, ces évolutions n'ont qu'un faible impact sur le budget des ménages : la hausse représente moins de 4 euros par ménage et par an.

Soucieuse de la compétitivité des entreprises dans un contexte économique encore fragile notamment pour les PME et TPE, La Poste a limité la hausse du courrier industriel de gestion à 3 % et celle du courrier publicitaire (marketing direct) à 1,4 %.

1.3.4.2 *Hausse des tarifs du colis*

Au 1^{er} janvier 2015, les tarifs du colis métropole et outre-mer ont augmenté, respectivement de 2 % et 3 % pour le grand public et de 0,8 % pour les entreprises, tandis que le colis international a vu ses tarifs diminuer en moyenne de 6,6 %.

1.3.6 Evolution de l'environnement bancaire

En 2015, les piliers de l'Union Bancaire continuent à être déployés. Le Mécanisme de Surveillance Unique est opérationnel depuis novembre 2014 avec la prise en charge par La Banque Centrale Européenne de la surveillance de l'ensemble des banques de la zone euro. En 2014 a également été instauré le Mécanisme de Résolution Unique, instituant notamment un Fonds de Résolution Unique au 1er janvier 2016. Ce fonds se substituera progressivement aux fonds nationaux. Il sera abondé par le secteur bancaire dès début 2015 et devra atteindre en 8 ans environ 55 milliards d'euros. L'exigence minimum de fonds propres et de passifs qui supporteraient les pertes avant recours à ce fonds (fonds éligibles au bail-in) est toujours en cours de définition par l'EBA (European Banking Authority).

Concernant Bâle III, il est à noter que les établissements bancaires sont tenus de publier le niveau de leur ratio de levier depuis le 1^{er} janvier 2015 avant mise en application en 2018.

1.4 Croissance externe, partenariats et innovations

1.4.1 Services-Courrier-Colis

1.4.1.1 *Convention de partenariat avec la MSA*

Le Groupe La Poste et la Caisse centrale de la MSA (Mutualité sociale agricole) ont signé une convention de partenariat le 26 février 2015. Cette convention a pour ambition d'associer leurs deux réseaux de proximité afin de proposer une offre de service aux populations des territoires ruraux, en ciblant plus particulièrement les personnes âgées isolées.

L'objectif est la lutte contre l'isolement géographique et social et l'amélioration de la qualité de vie. Des expérimentations sont menées sur le portage de médicaments, la collecte à domicile de dossiers, le maintien et le développement du lien social.

Plus de 75 000 facteurs et 17 100 points de contacts de La Poste vont donc s'allier aux 35 caisses et aux 25 000 délégués de la MSA, pour offrir des services complémentaires aux territoires, dans le prolongement de leurs missions de service public.

1.4.1.2 *Test d'un nouveau dispositif de veille des personnes âgées*

La Poste testera, sur le second semestre 2015, un nouveau dispositif de veille et d'accompagnement des personnes âgées isolées suite à un accord engagé avec la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Cette nouvelle mission de veille et détection des risques de fragilité des personnes âgées isolées, confiée aux facteurs, sera testée auprès de 60 000 retraités de la Côte d'Or, de l'Indre, de la Haute-Marne et de la Savoie.

Le principe repose sur une veille effectuée par les facteurs pendant leur tournée. Un échange avec le facteur sera proposé chaque trimestre aux retraités ciblés par la Cnav. Avec leur consentement, les facteurs pourront les suivre et détecter au plus tôt l'émergence d'un risque sérieux : fragilité économique ou sociale, dégradation de l'autonomie... Ce signalement sera établi sur la base de critères comme l'utilisation régulière d'une canne, une gêne pour effectuer les activités quotidiennes ou encore le fait de recevoir moins d'une visite par semaine de l'entourage. Suite à un signalement, une pré-évaluation est établie sur la base de quelques questions posées par le facteur.

1.4.1.3 **Acquisition de Hit Mail Romania**

Le Groupe (branche Services-Courrier-Colis) avait acquis en mars 2009, 60% du sous-groupe Hit Mail Romania acteur du marché publicitaire local (marketing direct). En mai 2015 les 40% restant du capital ont été acquis. Le chiffre d'affaires de Hit Mail Romania s'élève à 4,1 millions d'euros au 30 juin 2015.

1.4.1.4 **La préférence de livraison**

Le Courrier poursuit le développement de services pour augmenter la satisfaction de ses clients. La préférence de livraison est un nouveau service, accessible via Internet, actuellement en test, qui offre au client la possibilité de choisir le jour auquel le facteur lui remettra ses lettres recommandées, du lundi au samedi, ou de sélectionner le bureau de poste dans lequel il viendra les chercher.

Une fois inscrit au service, le client est prévenu par email de la prochaine distribution de ses lettres recommandées. En cas d'absence ou pour toute autre raison, il peut librement changer de modalité de remise, ou éventuellement se désabonner du service, en changeant ses préférences en ligne, dans son « compte La Poste ».

1.4.1.5 **Elargissement de la gamme Recy'go**

L'offre Recy'go s'élargit pour devenir, sur 2015, une gamme de services plus complète. Ainsi les TPE, PME et collectivités locales titulaires d'un contrat Recy'go peuvent désormais bénéficier, en plus de la collecte de leurs papiers, d'une solution simple et responsable de collecte de leurs cartons. Ces derniers sont ensuite dirigés vers des cartonnières recycleurs français.

Les entreprises peuvent par ailleurs accéder, sur simple demande, à deux services additionnels : le désarchivage et la collecte des papiers confidentiels :

- Recy'go Désarchivage permet une collecte ponctuelle chez un client qui déménage ou souhaite déstocker ses archives. Collecté par le facteur, le papier est ensuite trié puis recyclé ou broyé, selon le choix du client ;
- L'option Kadna'box met en place un traitement spécifique des documents sensibles. La box, une fois fermée, ne peut plus être ouverte, garantissant ainsi une confidentialité maximale du contenu. Collectée par le facteur, elle est ensuite broyée avec le papier qu'elle contient. Le client peut ensuite imprimer son certificat de destruction en ligne.

Fin mars, un service de collecte des mobiles usagés a aussi été mis en place dans les bureaux de poste en partenariat avec La Poste Mobile. D'ici la fin d'année, deux nouveaux services de collecte des piles et des ampoules seront également proposés.

1.4.2 **GeoPost**

1.4.2.1 **Acquisition de DPD Systemlogistik**

GeoPost a acquis le 6 mars l'entité DPD Systemlogistik, un franchisé du réseau DPD Allemagne opérant essentiellement en Bavière et appartenant précédemment à Royal Mail. En parallèle à cette opération, GeoPost a acquis les 10 % de parts que DPD Systemlogistik détenait dans le franchiseur DPD GmbH, portant sa participation à 93%. Cette acquisition permettra à GeoPost de renforcer ses synergies sur le territoire allemand.

1.4.2.2 **Acquisition de Worldlink (Australie)**

GeoPost a fait l'acquisition le 6 février de l'entité Worldlink, un commissionnaire de transport implanté sur l'aéroport international de Perth et offrant une gamme complète de services dans la gestion du fret aérien et maritime.

Avec un chiffre d'affaires annuel d'environ 26 millions d'euros en 2014, Worldlink opère sur un marché de niche: l'activité de fret de denrées périssables (prestation de stockage et inspection, gestion douanière et sécurité). L'acquisition de WorldLink permettra à Tigers (filiale du groupe spécialisée dans le freight forwarding) de pénétrer immédiatement ce marché et d'accroître son accès aux grands donneurs d'ordre du secteur.

Elle assurera également une meilleure couverture logistique des flux exports australiens, des synergies avec les activités de Tigers en Chine et plus généralement dans la zone Asie-Pacifique, région clé dans la dynamique globale du commerce international et du freight forwarding.

1.4.2.3 **Partenariat avec PostNord**

DPD Group et PostNord, le leader sur le marché scandinave de la livraison de colis, ont étendu en date du 1^{er} juillet 2015 leur partenariat stratégique sur le segment des colis. Cette coopération élargie repose sur une stratégie BtoC affirmée qui reliera notamment les réseaux colis des deux partenaires, créant un réseau harmonisé de 26 000 points relais en Europe.

Les colis internationaux de PostNord expédiés depuis le Danemark, la Suède, la Norvège et la Finlande vers le reste de l'Europe seront confiés à DPD Group. Ainsi les clients de PostNord pourront accéder au réseau de plus de 20 000 points relais de DPD Group, répartis dans 10 pays européens, pour les dépôts comme pour les retraits, ainsi qu'aux solutions de livraisons les plus innovantes (notamment Predict).

L'ampleur de ce partenariat, qui a constamment gagné en importance depuis ses débuts en 2002, aura également un impact visuel en Scandinavie. D'ici la fin de l'année, 200 véhicules de livraison de la flotte de PostNord arboreront la marque DPD au Danemark, en Suède, en Norvège et en Finlande, reflétant ainsi la nouvelle dimension du service de livraison à l'échelle européenne.

1.4.2.4 **Cession d'IBC**

GeoPost a cédé les titres qu'elle détenait dans le groupe IBC (expressiste nord-américain) ainsi que dans sa filiale de Trinidad dont le potentiel de développement devenait incertain eu égard à sa taille dans un marché domestique américain dominé par les deux grands opérateurs Fedex et UPS. Le chiffre d'affaires d'IBC à fin décembre 2014 s'élevait à 43 millions d'euros.

1.4.3 **La Banque Postale**

1.4.3.1 **Partenariat dans le domaine de la complémentaire santé avec Malakoff Médéric et la Mutuelle Générale**

Dans la perspective de la généralisation de la complémentaire santé à tous les salariés à compter du 1^{er} janvier 2016, La Banque Postale, Malakoff Médéric et la Mutuelle Générale ont signé le 1^{er} avril 2015 leur partenariat en assurance santé collective. L'offre, proposée par La Banque Postale Assurance Santé, est distribuée depuis le 2 avril 2015 par le réseau de proximité de La Banque Postale. Malakoff Médéric et la Mutuelle Générale détiendront respectivement 14% et 35% de participation dans La Banque Postale Assurance Santé, La Banque Postale détenant le solde de 51%. Cette nouvelle offre s'appuie sur l'expertise de Malakoff Médéric et de La Mutuelle Générale en matière de produits et services d'assurance collective. Elle s'inscrit dans le développement de La Banque Postale sur le marché des entreprises et des professionnels.

1.4.3.2 **Partenariats dans le domaine de la Gestion d'Actifs avec Aegon Asset Management et Malakoff Médéric**

La Banque Postale, La Banque Postale Asset Management et Aegon Asset Management ont signé le 18 février un accord de partenariat capitalistique et industriel dans la gestion d'actifs. Il a été finalisé le 4 juin 2015 après validation par les autorités compétentes. LBPAM et Aegon AM, gérant respectivement 150 et 300 milliards d'encours, vont travailler ensemble pour accélérer le développement d'une offre complète de services incluant fonds internationaux et fonds multi-actifs. Cet accord permettra de développer et d'élargir les expertises de La Banque Postale Asset Management (LBPAM), de développer et consolider ses expertises sur le marché français et de lui donner accès à un réseau de distribution international. L'opération comporte une prise de participation de 25 % d'Aegon Asset Management dans le capital de LBPAM.

En parallèle, en février 2015, La Banque Postale et Malakoff Médéric ont annoncé le projet de fusion de leurs filiales LBPAM et Fédéris Gestion d'actifs afin de développer un grand pôle dans la gestion d'actifs pour mieux servir leurs clients grâce à une gamme élargie de produits. Cette opération se traduira par l'apport de Fédéris à LBPAM et une prise de participation par Malakoff Médéric à hauteur de 5 % au capital de LBPAM. Avec Fédéris Gestion d'Actifs (13^{ème} acteur français avec 27 milliards d'euros d'actifs sous gestion), dotée d'une forte expertise en fonds ISR, La Banque Postale Asset Management renforcera sa place de 5^{ème} acteur français, avec près de 180 milliards d'euros d'actifs sous gestion. Cet ensemble deviendra par ailleurs le 4^{ème} acteur du marché des institutionnels.

1.4.3.3 **La Banque Postale devient majoritaire au capital de Ciloger**

Le Conseil de surveillance de La Banque Postale a autorisé le 8 avril 2015 l'entrée en négociations exclusives avec Nexity pour acquérir la participation de cette dernière au capital de Ciloger (société de gestion de portefeuille de SCPI et OPCI, produits de « pierre-papier »). L'opération s'est concrétisée le 2 juillet après autorisation des autorités compétentes. La Banque Postale détient désormais 90% des parts de Ciloger, contre 45% auparavant. Cette opération est en droite ligne avec la volonté de La Banque Postale de se développer dans les métiers de la gestion d'actifs, au service de ses clients.

1.4.3.4 **Adaptation de la participation du Groupe La Poste au capital de XAnge Private Equity**

La Banque Postale et Siparex ont annoncé le 11 mai 2015 la signature d'un accord de rapprochement entre la société XAnge Private Equity (société de capital investissement dans les start-up innovantes et les PME à fort potentiel) et Siparex. Cette opération permettrait à Siparex de détenir la majorité du capital d'XAnge Private Equity. De son côté, La Banque Postale qui détient actuellement 90% de Xange Private Equity, sortirait intégralement du capital tandis que Le Groupe La Poste prendrait une participation directe de 20%. La réalisation de l'opération interviendrait au troisième trimestre 2015 et reste soumise aux autorisations réglementaires usuelles. Le Groupe La Poste poursuivra son implication dans le capital investissement, stratégie initiée dès les années 2000.

1.4.3.5 **Nouveau service Perspective Transmission**

En avril 2015, La Banque Postale a lancé le service « Perspective Transmission » pour accompagner les clients seniors dans la préparation de leur succession. La Banque Postale propose ainsi un conseil et un accompagnement personnalisé en réponse aux besoins du client et de ses bénéficiaires, leur permettant de préparer la succession dans des conditions fiscales et patrimoniales optimales.

1.4.4 Le Réseau La Poste

1.4.4.1 *Les bureaux de poste prêts à accueillir des maisons de services au public*

En réponse à la proposition faite fin janvier par le député du Lot Jean Launay dans son rapport d'information sur les conditions du maintien de services publics dans les territoires, La Poste a annoncé fin février qu'elle était prête à accueillir des maisons de services au public dans ses bureaux. Les maisons de services au public sont des lieux d'accueil, d'information et d'orientation à destination des usagers de services publics dans une logique de proximité.

La Poste, dont les bureaux sont présents sur tout le territoire, possède en effet toute l'infrastructure nécessaire, tant sur le plan humain que logistique avec le développement croissant de son offre numérique. Elle contribue ainsi à la réduction de la fracture numérique par la mise à disposition d'équipements connectés, garantit un accueil de proximité et participe au maintien des services dans les zones les plus fragiles.

1.4.4.2 *De nouveaux partenariats en milieu urbain*

Acteur des vies en mouvement, le Réseau La Poste repense son rôle et sa présence au cœur des territoires et propose de nouveaux formats de points de contact appelés "La Poste relais", plus souples et mieux adaptés au rythme de vie des clients. Ces points de contact seront déployés à partir de 2016, en fonction des opportunités identifiées, de l'avancement des projets de ville et des discussions engagées avec des partenaires en 2015. Ces nouveaux points de contact sont actuellement en phase de test, par exemple dans un magasin Franprix du 16ème arrondissement de Paris, dans un Pick-up store à la gare d'Ermont-Eaubonne, dans deux conciergeries et une pépinière d'entreprises à Bordeaux.

1.4.4.3 *Ardoiz : faire entrer les seniors dans le monde digital*

Depuis le 8 juin, le Réseau La Poste teste la commercialisation d'Ardoiz, une tablette spécialement conçue et développée pour faciliter l'accès des seniors à Internet. Trente-deux bureaux de poste pilotes, en Loire-Atlantique et en Vendée, commercialiseront, pendant six mois, cette nouvelle tablette. Les seniors pourront garder plus aisément le contact avec leurs proches (envoi et réception d'email, partage de photos, communication en temps réel...), avoir accès à des contenus mis à jour quotidiennement par le groupe Bayard (Notre temps), profiter d'Internet et d'applications ludiques, etc. Les clients seront accompagnés à domicile par La Poste pour la prise en main (mise en service de la tablette, connexion à Internet, premiers pas), les conseillers répondront également à toutes les questions grâce à un numéro téléphonique dédié.

Avec Ardoiz, La Poste poursuit sa volonté d'expérimenter de nouveaux leviers de croissance reposant sur des offres et des innovations de services répondant aux besoins des Français.

1.4.5 Le Numérique

1.4.5.1 *Digiposte Pass, l'application mobile qui simplifie les démarches*

Fort de son capital confiance et de son expertise dans la protection des données personnelles, La Poste a lancé en mai dernier Digiposte Pass, une application mobile gratuite, véritable porte-documents numérique intelligent, permettant d'effectuer ses démarches administratives et personnelles partout et simplement.

Elle est proposée dans le cadre du projet plus large du trousseau numérique, un ensemble de services permettant d'effectuer simplement des démarches administratives en ligne, sur la base

d'une identité numérique préalablement vérifiée (IDN), d'une messagerie (laposte.net) et d'un espace de stockage sécurisé.

Facilitateur indispensable pour finaliser un dossier (inscription, abonnement, adhésion, acquisition...), Digiposte Pass indique la liste des documents indispensables à la constitution de ces dossiers, les regroupe, les trie par catégorie et les récupère directement dans un espace sécurisé et pérenne. Il est aussi possible de les partager de manière sécurisée avec des tiers tout en gardant le contrôle de l'accès aux documents.

Bien que l'application soit exclusivement mobile, les données ne sont pas conservées dans le téléphone mais dans Digiposte pass. La protection et l'accessibilité des informations personnelles sont ainsi garanties et les transferts de documents sont systématiquement sécurisés que ce soit lors des partages ou lors de la récupération de documents.

1.4.5.2 **Hub Numérique**

Avec le hub numérique, La Poste développe la première plateforme ouverte, souveraine, pérenne et universelle de gestion des services et objets connectés. Cette plateforme a 5 atouts pour faire émerger un leader national de l'IOT (Internet Of Things ou Internet des objets) :

- Un positionnement ouvert à tous les acteurs de l'écosystème de l'IOT : offreurs de services, fabricants d'objets, opérateurs de réseaux télécom, etc. ;
- Une capacité à combiner services numériques et services humains pour donner accès à tous aux usages de proximité grâce aux nouveaux services du facteur disponibles en tout point du territoire (par exemple visite du facteur au domicile d'une personne âgée pendant sa tournée suite au déclenchement d'une demande) ;
- Un savoir-faire éprouvé pour opérer de manière pérenne et sécurisée des infrastructures numériques mutualisées. Les savoir-faire de La Poste sont déjà nombreux : système intelligent de tri du courrier, hébergement de données de santé, etc. ;
- Une application mobile universelle, poste de pilotage simple, intuitif et sécurisé de l'ensemble des services et objets connectés de la maison et de de la santé ;
- Une valeur de confiance grâce à la sécurisation des données et leur maîtrise par le particulier.

La Poste a lancé fin du premier semestre 2015 le programme French IOT. Ce programme a pour objet de fédérer et entraîner un nombre significatif d'acteurs de l'écosystème IOT (startups, grands groupes et territoires), en facilitant le développement par les grands groupes et les startups des cas d'usages et de services sur la plateforme hub numérique. Ce projet s'inscrit dans l'esprit et la dynamique de la politique de l'Etat. La Poste, grâce à ce programme et au hub numérique, va notamment jouer un rôle d'ambassadeur auprès des petites et grandes entreprises pour favoriser le développement d'une économie pérenne dans l'internet des objets. Le programme a été dévoilé en mai à la Mairie de Paris, en présence de plus de 200 startups, ainsi qu'à Bordeaux lors de l'évènement Métro Num sur la Ville Connectée et à l'occasion du lancement de la cité de l'objet connecté d'Angers le 12 juin. A cette occasion, La Poste lance un « concours » visant à enrôler 100

startups sur le hub numérique et à en sélectionner une quinzaine pour l'accompagner au CES 2016³ de Las Vegas, avec 4 ou 5 grands groupes français.

1.5 Emission obligataire de 500 millions d'euros

Le Groupe a procédé avec succès à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 500 millions d'euros à échéance juin 2025. Les obligations sont assorties d'un coupon annuel à taux fixe de 1,125%.

Dans un contexte de taux historiquement bas, ces conditions de financement permettent au Groupe La Poste d'émettre au coupon le plus bas de son histoire.

L'emprunt obligataire a été placé auprès d'une base diversifiée d'investisseurs de première qualité, dont près de 40% internationaux.

Le Groupe poursuit ainsi la gestion active de ses ressources financières tout en optimisant son coût moyen de financement.

1.6 Engagement du Groupe en faveur du développement responsable

La prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux est au cœur du plan stratégique : « La Poste 2020 : conquérir l'avenir ». Au premier semestre 2015, Le Groupe La Poste a confirmé son engagement dans ce domaine comme l'illustre la sélection d'évènements clés commentés ci-dessous.

1.6.1 La Banque Postale arrive à la 1ère place dans le classement extra financier d'Oekom Research

L'agence de notation extra-financière allemande Oekom Research a publié les résultats de son évaluation de la performance extra-financière des acteurs du secteur financier à l'échelle internationale, menée fin 2014. La Banque Postale est arrivée première du podium, avec la note « C + ». Cela lui permet d'obtenir le statut « Prime », c'est-à-dire de figurer parmi les entreprises éligibles à intégrer les fonds d'investissement socialement responsable (ISR). Le classement permettra à La Banque Postale d'attirer les investisseurs institutionnels, soucieux de la performance extra-financière des entreprises dans lesquels ils investissent.

³ CES : Consumer Electronics Show, salon consacré à l'innovation technologique en électronique grand public.

1.6.2 L'offre responsable et éco-socio conçue du Groupe s'étend

1.6.2.1 *Silver économie*

La Banque Postale a proposé une nouvelle gamme d'assurance dépendance, « Assurance Autonomie » et « Forfait Autonomie ». Le 8 juin 2015, La Poste a lancé Ardoiz dans 32 bureaux de poste de Loire-Atlantique et Vendée, une tablette numérique conçue et développée pour faciliter l'accès des seniors à internet.

1.6.2.2 *L'offre Recy'go de prestations aux TPE-PME et aux collectivités locales, se diversifie*

Les clients disposeront sur option de la collecte des cartons, d'un service de désarchivage et d'un service de destruction de leurs documents sensibles. L'élargissement de la gamme Recy'go est détaillé dans le chapitre 1.4 - Croissance externe et innovations.

1.6.2.3 *Mobigreen a lancé Mobiperf*

Une nouvelle offre à destination des entreprises et collectivités locales qui comprend un accompagnement sur 24 mois. Ce dispositif permet une réduction durable des consommations en 3 étapes avec la formation des collaborateurs à l'éco-conduite avec des formateurs spécialisés, le suivi des consommations de carburant à l'aide d'un boîtier connecté au calculateur du véhicule et l'aide au pilotage du dispositif par les managers.

1.6.2.4 *Docapost a lancé son offre «Elections vertes»*

L'offre s'accompagne d'un programme de reforestation en France que les élections soient électroniques, hybrides ou papier.

1.6.3 Transition énergétique : l'engagement se poursuit dans les transports comme dans les bâtiments

1.6.3.1 *La logistique urbaine*

L'ambition du Groupe est de devenir un référent de la logistique urbaine dans les métropoles et les grandes unités urbaines. A ce jour, les premiers dispositifs de livraison en mode propre ont commencé leur déploiement à Lyon, Bordeaux, Toulouse, Grenoble ou Strasbourg. 120 Pickup Stations (consignes) sont déjà en place à Paris, Bordeaux, Lyon ou Orléans.

1.6.3.2 *Véhicules écologiques*

Renault Trucks, filiale française du groupe Volvo et La Poste ont conclu un partenariat pour tester pour une durée d'un an, un camion électrique dopé à l'hydrogène. Par ailleurs, avec le SIGEIF et GrDF, La Poste a signé un partenariat pour développer l'utilisation de voitures au Gaz Naturel Véhicule (GNV). Enfin le 11 mars 2015, le consortium Infini Drive a présenté ses conclusions et a dévoilé un guide de bon usage de la voiture électrique et de son infrastructure de recharge.

1.6.3.3 *Cube 2020⁴*

Au classement général, Poste Immo arrive 1^{er} avec le bâtiment de Rennes Colombier en réalisant 20,7 % d'économies d'énergie et obtient une médaille d'or et remporte également 2 autres

⁴ Compétition organisée par l'IFPEB (Institut Français pour la Performance Energétique du Bâtiment), Cube 2020 a mobilisé 25 entités participantes (Gecina, Bouygues Télécom, EDF, ...), engagées à réduire, durant un an, leur consommation énergétique sur un ou plusieurs de leurs bâtiments tertiaires uniquement par la réalisation d'éco-gestes. Poste Immo avait inscrit 11 sites soit 141 000 m² et 6 600 collaborateurs représentant 15 % des sites inscrits.

trophées.

1.6.4 Engagement en faveur des populations vulnérables

1.6.4.1 *Maisons de services public*

La Poste s'est engagée auprès de l'État pour accélérer le déploiement des maisons de services au public en accueillant 500 maisons de services au public d'ici fin 2016.

1.6.4.2 *Développer le bénévolat*

Du 13 au 17 Avril 2015, La Poste a organisé pour la 1ère fois, la semaine du bénévolat. 18 régions ont organisé une soixantaine d'opérations de promotion et de valorisation du bénévolat auprès des postiers.

1.6.4.3 *Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes*

Le Groupe La Poste vient de reconduire son partenariat avec le Réseau des Écoles de la deuxième Chance (E2C)⁵. Docapost a par ailleurs accueilli 10 jeunes développeurs web suite au partenariat conclu avec la Web@cadémie⁶. Grâce à ces différents partenariats c'est plusieurs milliers de jeunes qui sont ainsi accompagnés vers l'emploi.

1.6.5 La Poste partenaire de la COP21

Dans le cadre de la COP et des événements liés, le Groupe a lancé une campagne publicitaire intitulée « Un peu de jaune et on y voit plus vert » reprise dans plusieurs titres de presse. De même, à l'occasion de la Semaine du développement durable 2015, plusieurs supports de communication (Espace Temps Communication, hors-série Focus, etc.), ont été diffusés en bureaux de poste, un N° spécial de Posteo a informé les élus sur l'offre responsable du Groupe et de nombreux événements de sensibilisation du personnel ont eu lieu dans le Groupe. Le Groupe valorise ainsi, sa flotte de véhicules électriques, la plus importante au monde, ses offres 100 % neutres en carbone et sa gamme de collecte et de recyclage Recy'go. En s'appuyant sur son expérience en matière de rénovation énergétique, d'éco-mobilité, de management de l'énergie et de valorisation des déchets, l'ambition du Groupe est de déployer progressivement l'ensemble de ses expertises auprès de clients externes.

1.7 La Poste, un employeur responsable

1.7.1 Dialogue social

Le début de l'année 2015 a été marqué par un dialogue social intense qui s'est traduit par la signature de plusieurs accords :

- Le 5 février, conformément aux engagements pris dans le cadre de son plan stratégique « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir », trois accords sociaux majoritaires ont été signés pour faire des postiers les acteurs et les bénéficiaires de la transformation de La Poste :

⁵ E2C a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes sans qualification à travers des formations adaptées et la délivrance d'attestations de compétences acquises.

⁶ Web@cadémie, une école qui accueille des jeunes de 18 à 25 ans n'ayant pas obtenu le Bac et les forme aux métiers du développement web.

- ✓ « Un avenir pour chaque postier », signé par CFDT, FO et CFTC-CGC-UNSA, qui place la formation et le développement professionnel au cœur des préoccupations du Groupe ;
 - ✓ La création du « complément de rémunération », signé par CGT, CFDT et CFTC-CGC-UNSA ;
 - ✓ L'évolution des grilles indiciaires des fonctionnaires de La Poste des catégories B et C, accord unanime signé par CGT, CFDT, SUD, FO, CFTC-CGC-UNSA.
- Le 12 mars, La Poste et les organisations syndicales CFDT, FO et CFTC-UNSA ont signé l'accord salarial 2015 à l'issue de la négociation annuelle obligatoire. Cet accord porte essentiellement sur la revalorisation des rémunérations des postiers salariés, mais comprend aussi certaines mesures qui s'appliquent à tous les postiers.
 - Le 26 mai, La Poste et les organisations syndicales CFDT, FO, CFTC-CGC-UNSA, représentant 52% des postiers ont également signé un accord majoritaire en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap, 6^{ème} accord signé sur ce sujet à La Poste.
 - Au mois de juin, l'accord sur l'intéressement des postiers pour la période 2015-2017 a été signé par CFDT, FO, CFTC et CGC.
 - Enfin, la période s'est achevée par la signature, le 3 juillet 2015, du troisième accord sur l'égalité entre les femmes et les hommes à La Poste par CGT, CFDT, FO, CFTC-CGC-UNSA.

Des négociations sur le dialogue social et le droit syndical ont par ailleurs été initiées et les nouvelles instances (CHSCT, Comités techniques, CAP, CCP...) issues des élections professionnelles de décembre 2014 ont été installées.

Pour finir, notons que dans les branches, des négociations ont été initiées sur les conditions de travail à la distribution (branche Services-Courrier-Colis), l'avenir des métiers bancaires (AMB3) aux Services Financiers ainsi que sur le management commercial au Réseau et aux Services Financiers.

1.7.2 Formation et évolution professionnelle

La formation et l'évolution professionnelle constituent un enjeu majeur pour le développement des postiers et de La Poste.

A ce titre, les mesures issues de l'accord « Un avenir pour chaque postier » en matière d'évolution professionnelle ont été mises en œuvre.

Par ailleurs, l'entretien professionnel a été mis en place. Désormais, chaque postier bénéficiera chaque année d'un entretien avec son manager pour échanger sur son projet professionnel.

Les premiers parcours qualifiants prévus dans le Pacte Social ont également été mis en œuvre à compter d'avril 2015. Plus de 1 500 avaient déjà été engagés à la fin du premier semestre. Il s'agit de programmes de formation d'un minimum de 10 jours, dont la validation permet au postier d'obtenir une certification interne et une prime. Ils peuvent concerner de très nombreux métiers au sein de La Poste. Dans ce cadre, les parcours qualifiants pour les facteurs et les directeurs d'établissement du Réseau ont par exemple été lancés au premier semestre. L'objectif du Groupe est de proposer 50 000 parcours qualifiants sur la durée du plan stratégique.

Les premiers Espaces Mobilité Groupe ont été lancés à Nantes et Lille au mois de juin. Ils vont permettre de développer l'évolution professionnelle des postiers à l'échelle du Groupe.

Dans le cadre de l'Alliance Dynamique, l'ensemble des dispositifs favorisant la mobilité des postiers vers le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire a été mis en place.

La réunion constitutive de l'observatoire des métiers, des compétences et des qualifications s'est tenue le 30 juin 2015. L'observatoire donnera aux postiers et à leurs représentants de la visibilité sur les métiers et leurs évolutions. Trois catégories de métiers vont être approfondies de manière prioritaire : le facteur, les métiers du conseil bancaire et ceux de l'informatique.

1.7.3 Santé et qualité de vie au travail

La Poste a été le partenaire de l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ANACT) pour la Semaine de la Qualité de Vie au Travail du 15 au 19 juin 2015.

Les fonctions de préventeurs, d'Infirmiers de santé au travail, d'assistants sociaux et d'assistants de santé au travail ont par ailleurs été redéfinies, pour un meilleur suivi et une meilleure attention portée à chaque postier.

Au 30 juin 2015, La Poste compte 1 200 télétravailleurs dans le cadre de l'accord signé en 2013.

1.7.4 Professionnalisation des filières RH et management

Le programme de développement managérial, à destination de l'ensemble des managers du Groupe, a été lancé par l'Institut du Management Groupe. Il permet de donner à chaque manager les moyens de porter les actions garantes de la réussite du plan stratégique Groupe.

La formation des conseillers en évolution professionnelle, a également été lancée sous la forme d'un parcours qualifiant.

1.7.5 Diversité – égalité des chances

Le bilan de l'accord handicap 2012-2014, validé par la DIRECCTE⁷ Ile de France en juin 2015 a été très positif : le taux de bénéficiaires de l'obligation d'emploi a plus que doublé en 3 ans à 4.11% fin 2014.

Plus de 8 500 travailleurs handicapés sont employés à La Poste au premier semestre 2015.

⁷ Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

2. Synthèse des résultats consolidés du Groupe La Poste

2.1 Comptes pro forma au titre de 2014

Suite à la première application de l'interprétation IFRIC 21 relative aux impôts et taxes, et à l'application de la norme IFRS 10, les comptes 2014 ont fait l'objet de retraitements. Les tableaux de passage sont disponibles ci-après.

Les comptes sectoriels pro forma, impactés par les modifications d'organisations du Groupe et l'interprétation IFRIC 21 sont détaillés à la section 3.1.3.

2.1.1 Compte de résultat au 30 juin 2014

	2014.06 Publié	Passage Publié Proforma	2014.06 <i>pro forma</i>
<i>(en millions d'euros)</i>			
Produits opérationnels (a)	10 973	-8	10 965
Charges opérationnelles (b)	-10 491	-51	-10 542
Résultat d'exploitation	482	-58	423
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	4	0	4
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	485	-58	427
Résultat financier	-102	0	-102
Résultat courant avant impôt	383	-58	324
Impôt sur le résultat	-126	22	-103
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	115	0	115
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	372	-36	336
Résultat net part du Groupe	355	-34	322
Intérêts minoritaires	17	-3	14

(a) Amortissement de l'actif correspondant à la valorisation des contrats en stock, comptabilisé dans le bilan d'ouverture de LBP Prévoyance, suite à la première application de IFRS 10 en 2014. Voir Document de Référence au 31 décembre 2014, chapitre 20 des états financiers consolidés, note 3.1.1.

(b) Première application de l'interprétation IFRIC 21 au 30 juin 2014. Au 31 décembre 2014, l'application d'IFRIC 21 n'a pas eu d'impact sur le compte de résultat.

2.1.2 Variation de la trésorerie au 30 juin 2014

<i>(en millions d'euros)</i>	2014.06 Publié	Passage Publié Proforma	2014.06 <i>pro forma</i>
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	616	-0	616
<i>Excédent Brut d'Exploitation (Hors Banque)</i>	464	-32	431
<i>Dividendes recus de LBP et des Sociétés Mises en Equivalence</i>	265	0	265
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>	-175	32	-143
<i>CICE de la période</i>	-178	0	-178
<i>Impôts payés</i>	188	0	188
<i>CICE imputé sur l'impôt</i>	60	0	60
<i>Autres éléments des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</i>	-8	0	-8
Flux de trésorerie des activités d'investissement	-348	0	-348
Flux de Trésorerie Disponible	268	-0	268
Dividendes versés	-171	0	-171
Intérêts financiers nets versés	-28	0	-28
Flux net de trésorerie disponible	69	-0	69
Autres éléments de variation de la dette nette (dont ICNE)	-58	0	-58
VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET	10	0	10
<i>Dette nette à l'ouverture de l'exercice</i>	3 805	0	3 805
<i>Dette nette à la clôture de l'exercice</i>	3 795	0	3 795
Variation de trésorerie provenant des emprunts	-161	0	-161
Variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	-17	0	-17
Autres flux	290	0	290
VARIATION DE LA TRESORERIE	123	0	123
<i>Liquidités et Equivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice</i>	2 104	0	2 104
<i>Liquidités et Equivalents de liquidités à la clôture de l'exercice</i>	2 227	0	2 227

(*) : "-":augmentation / "+":diminution

2.1.3 Capitaux propres au 30 juin 2014

	2014.06 Publié	Passage Publié Proforma	2014.06 <i>pro forma</i>
<i>(en millions d'euros)</i>			
Capitaux propres consolidés part du Groupe (ouverture)	8 615	0	8 615
Augmentation de capital	0	0	0
Résultat net part du Groupe	355	-34	322
Distribution de dividendes	-171	0	-171
Résultat latent sur instruments financiers	145	0	145
Ecart de conversion	33	0	33
Ecart actuariels	-47	0	-47
Autres éléments	-209	180	-29
Capitaux Propres Part du Groupe	8 722	146	8 868
Intérêts minoritaires	204	59	263
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE (CLOTURE)	8 926	205	9 131

2.2 Résultats consolidés du Groupe La Poste

Semestre clos le 30 juin						
	2015.06	2014.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs pro forma		(Vs pro forma)	
(en millions d'euros)		pro forma	(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Performance opérationnelle du Groupe						
Produits opérationnels	11 459	10 965	+494	+4,5 %	+333	+3,0 %
Résultat d'exploitation (après QP du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	616	427	+189	+44,3 %	+178	+40,9 %
<i>Marge opérationnelle</i>	5,4%	3,9%	-	1,5 pt	-	1,4 pt
Résultat net part du groupe	424	322	+102	+31,7 %	+90	+27,4 %
<i>Marge nette</i>	3,7%	2,9%	-	0,8 pt	-	0,7 pt
Flux de trésorerie disponible	532	268	+264	+98,7 %		
Chiffres clés - La Banque Postale						
Produit Net Bancaire	2 929	2 847	+82	+2,9 %	+73	+2,6 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	81,5%	82,4%	-	-0,9 pt		

Semestre clos le 30 juin				
	2015.06	2014.12	Variation	
			vs pro forma	
(en millions d'euros)		pro forma	(en M€)	(en %)
Indicateurs Financiers clés				
Dettes nettes	3 713	4 005	-292	-7,3 %
Capitaux Propres Part du Groupe	9 435	9 112	+323	+3,5 %
<i>Dettes nettes / Capitaux propres - Part du Groupe</i>	39,4%	44,0%	-	-4,6 pt
<i>Résultat net moyen / Capitaux propres - Part du Groupe</i>	6,5%	5,6%	-	0,9 pt
Common Equity Tier 1 (CET1)*	13,1%	12,7%	-	0,4 pt
Ratio crédits sur dépôts	74%	75%	-	-1,0 pt

*Ratio CET 1 avec application des mesures transitoires

2.2.1 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du Groupe La Poste s'établissent à 11 459 millions d'euros à fin juin 2015, soit une progression de 494 millions d'euros (+4,5 %). Toutes les branches voient leur chiffre d'affaires augmenter sur la période, avec une croissance particulièrement dynamique des activités express (branche GeoPost) et bancaires (branche La Banque Postale)

	Semestre clos le 30 juin					
	2015.06	2014.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
(en millions d'euros)		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>		(Vs <i>pro forma</i>)	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	5 757	5 724	+33	+0,6 %	+39	+0,7 %
GeoPost	2 693	2 311	+382	+16,5 %	+222	+9,3 %
La Banque Postale	2 929	2 847	+82	+2,9 %	+73	+2,6 %
Numérique	278	265	+13	+4,9 %	+13	+4,9 %
Autres secteurs et intercos	-198	-181	-17	+9,2 %	-14	+7,9 %
PRODUITS OPERATIONNELS	11 459	10 965	+494	+4,5 %	+333	+3,0 %

Décomposition de la progression de 494 millions d'euros des produits opérationnels du Groupe :

- Croissance organique de 333 millions d'euros, soit 3,0 % ;
- Effets périmètre à hauteur de 72 millions d'euros, qui proviennent essentiellement de GeoPost pour 71 millions d'euros (Siodemka et Worldnet) ;
- Effets change positifs pour 89 millions d'euros, avec un impact favorable de 52 millions d'euros sur la seule livre sterling (GBP).

Les produits opérationnels du premier semestre 2015 sont marqués par les éléments suivants :

- Un chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis qui s'élève à 5 757 millions d'euros avec une progression de 33 millions d'euros (soit 0,6 %).

Le chiffre d'affaires courrier à 4 732 millions d'euros (hausse de 11 millions d'euros) est en légère progression par rapport au premier semestre 2014, soutenu par l'augmentation tarifaire du début d'année (+7% en moyenne, soit +293 millions d'euros) compensée par l'accélération de la baisse des volumes estimée à 7%, soit -286 millions d'euros. Le courrier poursuit par ailleurs sa politique d'innovation et de développement de nouveaux services facteurs.

Les filiales Courrier positionnées sur les activités e-logistiques et marketing direct, affichent un chiffre d'affaires en hausse de 2,1 % par rapport à juin 2014 à 256 millions d'euros, en ligne avec leur stratégie de reconquête commerciale.

Le pôle Colis, enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 17 millions d'euros, à 770 millions d'euros, avec des volumes désormais stabilisés suite aux efforts menés en terme de positionnement commercial, au maintien d'une haute qualité de service et un effet prix/mix favorable notamment lié à l'augmentation tarifaire de janvier 2015.

- Le chiffre d'affaires de GeoPost progresse de 16,5 % pour s'établir à 2 693 millions d'euros. Retraité de l'effet périmètre et change, la progression organique s'établit à 222 millions d'euros,

soit 9,3 %. Cette progression du chiffre d'affaire est soutenue par une croissance des volumes sur l'ensemble des zones (+10,2% en moyenne) et plus particulièrement au Royaume Uni;

- Dans un contexte de taux historiquement bas, le produit net bancaire de La Banque Postale progresse de 2,9 % et atteint 2 929 millions d'euros à fin juin 2015. A périmètre constant et après retraitement de la provision épargne logement, il progresse de 3,9 %, soit 113 millions d'euros. Le PNB de la banque de détail, après retraitement de la provision épargne logement et des effets périmètre, progresse de 3,7 % porté notamment par les commissions clientèle et le développement des crédits aux personnes morales. Le PNB du pôle Gestion d'Actifs affiche une croissance de +19,5 % sous l'effet de l'activité gestion sous mandat et d'une forte rotation des portefeuilles.
- Le chiffre d'affaires de la branche Numérique à 278 millions d'euros est en hausse de 4,9 %, avec notamment une progression du commissionnement interne lié au développement des ventes du site Laposte.fr.

2.2.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe, après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, s'établit à 616 millions d'euros à fin juin 2015, en hausse de 189 millions d'euros par rapport à juin 2014. Cette forte progression du résultat d'exploitation est portée par les actions engagées dans le cadre du plan La Poste 2020, à la fois sur le développement du chiffre d'affaires (croissance de GeoPost et de La Banque Postale et plus généralement politique d'innovation et de conquête de nouveaux territoires de l'ensemble des branches), mais aussi par les efforts importants de maîtrise des charges d'exploitation, notamment sur les entités de La Poste maison mère qui portent les activités historiques du Groupe.

	Semestre clos le 30 juin					
	2015.06	2014.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs pro forma		(Vs pro forma)	
(en millions d'euros)		pro forma	(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	508	308	+200	+65,0 %	+200	+65,0 %
GeoPost	171	127	+44	+34,9 %	+31	+22,9 %
La Banque Postale	468	439	+30	+6,8 %	+29	+6,7 %
Réseau La Poste	-37	-25	-12	+47,1 %	-12	+47,1 %
Numérique	-9	-13	+4	-29,7 %	+4	-29,7 %
Immobilier	4	17	-13	-75,2 %	-13	-75,2 %
Supports et Structures	-159	-111	-48	+43,2 %	-48	+43,2 %
Non affecté et éliminations	-331	-314	-17	+5,3 %	-15	+4,6 %
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	616	427	+189	+44,3 %	+178	+40,9 %

Les éléments marquants du résultat d'exploitation par branche d'activité sont les suivants :

- Services-Courrier-Colis : la progression du résultat d'exploitation de la branche de 200 millions (508 millions à fin juin 2015) est principalement portée par la hausse tarifaire courrier du 1^{er}

janvier 2015 et les efforts importants de maîtrise des charges pour répondre à l'accélération de la décroissance des volumes courrier. Le pôle Colis affiche par ailleurs une progression de son résultat d'exploitation avec un chiffre d'affaires en développement et des coûts maîtrisés.

- Le résultat d'exploitation de GeoPost est en hausse de 44 millions à 171 millions d'euros au 30 juin 2015. Retraité de la provision pour risque comptabilisée en juin 2014 dans le cadre de l'enquête de l'Autorité de la concurrence sur les différents acteurs du transport et de la messagerie en France, le résultat d'exploitation de GeoPost est stable. Le dynamisme du chiffre d'affaires sur le 1^{er} semestre 2015 est compensé par les coûts des nombreux projets initiés en 2015, dont la mise en place de la nouvelle stratégie européenne de GeoPost incluant la nouvelle marque DPD et les coûts de repositionnement de l'Allemagne vers le BtoC.
- Malgré un contexte de taux défavorable et le lancement de projets de transformation majeurs (Cap Client 3.0, Concerto, création de filières dédiées en gestion patrimoniale et en Banque des Pros), le résultat d'exploitation de La Banque Postale progresse de 30 millions d'euros à fin juin 2015 à 468 millions d'euros. Il est porté par la progression des encours de crédit, les commissions clientèle et une politique active de partenariat. Le coefficient d'exploitation continue son amélioration et s'établit à 81,5 % à fin juin 2015.
- La variation du résultat d'exploitation du Réseau La Poste (-12 millions d'euros) est liée principalement à une baisse des facturations aux branches conséquence de la capacité du Réseau à maîtriser ses coûts et à s'adapter à la baisse de l'activité dans les bureaux de poste.
- Le résultat d'exploitation de la branche Numérique est en légère amélioration mais reste négatif à -9 millions d'euros à fin juin 2015 compte tenu de charges non récurrentes sur les filiales.
- Autres secteurs d'activité :
 - ✓ L'Immobilier affiche un résultat d'exploitation de 4 millions d'euros, en baisse de 13 millions d'euros par rapport à juin 2014 avec une baisse de la facturation intra groupe et des cessions d'actifs moins nombreuses ;
 - ✓ Le déficit du secteur Supports et structures est notamment lié aux coûts exceptionnels provisionnés dans le cadre du projet de déménagement du siège qui dégagera néanmoins des économies substantielles sur le moyen terme ;
 - ✓ La baisse du résultat du secteur Non affecté et éliminations est liée à l'augmentation des adhésions aux dispositifs de fin carrière considérées comme transverses au Groupe et donc non affectées aux branches.

2.2.3 Résultat financier

Le résultat financier est de 74 millions d'euros (charge), en amélioration de 28 millions d'euros par rapport à juin 2014, avec notamment :

- Une baisse du coût de l'endettement financier net de 21 millions d'euros provenant de la baisse des taux (charge nette d'intérêts en baisse de 2 millions d'euros) renforcée par une incidence favorable de 20 millions d'euros de la variation de juste valeur des swaps rattachés à la dette et au spread de crédit de la dette ;
- Une amélioration de 7 millions d'euros des autres éléments du résultat financier

(essentiellement charge d'actualisation de la dette sociale).

2.2.4 Résultat net

Le résultat net part du Groupe, à 424 millions d'euros, progresse de 102 millions d'euros par rapport à juin 2014. Au-delà du résultat courant avant impôt en hausse de 217 millions d'euros, on note :

- Une augmentation de la charge d'impôt de 113 millions d'euros, conséquence principalement de la progression du résultat courant avant impôts;
- Une baisse de 2 millions d'euros de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence, essentiellement la CNP Assurances ;
- Une stabilité de la quote-part attribuée aux intérêts minoritaires

2.2.5 Flux de trésorerie disponible

Le flux de trésorerie disponible est positif de 532 millions d'euros. Il progresse de 264 millions d'euros par rapport à juin 2014, notamment grâce à l'excédent brut d'exploitation (+ 198 millions d'euros) et aux dividendes reçus des sociétés mises en équivalence (70 millions d'euros).

Après prise en compte des intérêts financiers versés à hauteur de 24 millions d'euros, en baisse de 3 millions d'euros par rapport à juin 2014, et des dividendes versés aux actionnaires du Groupe (171 millions d'euros), la dette nette⁸ du Groupe baisse de 292 millions d'euros sur le premier semestre 2015. Elle atteint 3 713 millions d'euros.

2.2.6 Ratios financiers

Le ratio « dette nette / capitaux propres » diminue à 0,39 confirmant la structure financière saine du Groupe.

⁸ La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale, pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

3. Résultats opérationnels par secteur opérationnel

3.1 Synthèse des résultats opérationnels

3.1.1 Secteurs opérationnels

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du Groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs opérationnels sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire.

La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du Groupe La Poste.

3.1.1.1 *Evolutions de périmètre en 2015*

- Redécoupage du périmètre des secteurs Services-Courrier-Colis et Numérique : le Pôle Courrier Filiale, partie prenante du secteur Services-Courrier-Colis voit son périmètre évoluer avec le transfert des activités éditiques, dématérialisation et archivage (entités du sous-pôle Docapost DPS) au profit du secteur Numérique qui concentre désormais les activités d'éditiques, de dématérialisation, de e-marketing (data marketing, gestion de campagne, connaissance clients,...), de gestion de plateformes numériques et de La Poste en ligne, ainsi que la responsabilité de transformation numérique du Groupe ;
- Transfert de la Dsem (direction du Support et de la Maintenance) du secteur Supports et Structures vers le secteur Réseau La Poste ;
- Transfert de la direction commerciale bancaire du Groupement de Moyens (secteur La Banque Postale) vers le Réseau La Poste. Ce transfert ne génère aucun coût supplémentaire pour la branche La Banque Postale.

3.1.1.2 *Les autres secteurs restent inchangés*

- La branche GeoPost est centrée sur les activités rapide et express BtoB et BtoC du Groupe en France et à l'international sous les principales marques suivantes : DPD, Chronopost et SEUR ;
- La branche La Banque Postale regroupe les activités Banque et Assurance du sous-groupe La Banque Postale ainsi que celles du Groupement de moyens (entité de La Poste maison mère) ;
- La branche Réseau La Poste (précédemment nommée l'Enseigne) comprend les activités de vente et de distribution des produits et services du Groupe La Poste auprès du grand public. L'activité de téléphonie mobile, sous la marque La Poste Mobile, est également logée dans cette branche via la co-entreprise avec SFR.
- Le secteur Immobilier comprend les activités de gestion du parc, de gestion d'actifs et de maîtrise d'ouvrage immobiliers réalisées par le sous-groupe Poste Immo et l'activité de la Direction Opérationnelle de l'Immobilier de La Poste maison mère ;
- Le secteur Supports et Structures regroupe les directions supports et services de siège Groupe ;

- Le secteur Non affecté comprend notamment les coûts de la mission d'accessibilité du Service Universel Postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire ainsi que l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et les charges transitoires liées aux dispositifs de fin de carrière considérées comme transverses au Groupe et donc non affectées aux branches.

3.1.2 Résultats au 30 juin 2015 par secteur opérationnel

3.1.2.1 Données au 30 juin 2015

(en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
CA & PNB Externes	5 621	2 659	2 922	234	17	4	0			11 459
CA & PNB Intersecteurs	136	33	7	44	2 031	410	332	0	-2 993	-0
Produits opérationnels	5 757	2 693	2 929	278	2 049	414	332		-2 993	11 459
REX avant qp de rés. net des stés sous contrôle conjoint	507	170	468	-9	-35	3	-159	-331	0	615
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	1	0	0	-2	1	0	0	0	1
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	508	171	468	-9	-37	4	-159	-331	0	616

3.1.2.2 Données au 30 juin 2014

(en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
CA & PNB Externes	5 593	2 275	2 839	243	12	3	0	0	0	10 965
CA & PNB Intersecteurs	131	36	7	22	2 076	417	330	0	-3 019	0
Produits opérationnels	5 724	2 311	2 847	265	2 088	420	330	0	-3 019	10 965
REX avant qp de rés. net des stés sous contrôle conjoint	308	124	439	-13	-22	14	-111	-314	-0	423
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3	0	0	-3	3	0	0	0	4
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	308	127	439	-13	-25	17	-111	-314	-0	427

3.1.3 Passage des comptes publiés au 30 juin 2014 aux comptes pro forma 2014

3.1.3.1 Données publiées au 30 juin 2014 (A)

(en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
CA & PNB Externes	5 649	2 275	2 847	187	12	4	-1	0	0	10 973
CA & PNB Intersecteurs	132	36	7	25	2 003	417	411	0	-3 031	-0
Produits opérationnels	5 781	2 311	2 854	212	2 016	420	410	0	-3 031	10 973
REX avant qp de rés. net des stés sous contrôle conjoint	321	124	466	-18	-24	31	-108	-310	-1	482
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3	0	0	-3	3	0	0	0	4
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	321	127	466	-18	-27	34	-108	-310	-1	485

3.1.3.2 Application de l'interprétation IFRIC 21 (B)

	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>										
CA & PNB Externes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CA & PNB Intersecteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits opérationnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
REX avant qp de rés. net des stés sous contrôle conjoint	-9	0	-20	0	-1	-17	-4	0	0	-51
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-9	0	-20	0	-1	-17	-4	0	0	-51

Incidence de la norme IFRS, voir note a, chapitre 2.1.1.1

3.1.3.3 Incidence de la norme IFRS 10 (C)

	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>										
CA & PNB Externes	0	0	-8	0	0	0	0	0	0	-8
CA & PNB Intersecteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits opérationnels	0	0	-8	0	0	0	0	0	0	-8
REX avant qp de rés. net des stés sous contrôle conjoint	0	0	-8	0	0	0	0	0	0	-8
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	-8	0	0	0	0	0	0	-8

Incidence de la norme IFRS, voir note a, chapitre 2.1.1.1

3.1.3.4 Nouveau découpage des secteurs Services-Courrier-Colis et Numérique (D) et transfert de la Dsem

	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>										
CA & PNB Externes	-56	0	-0	56	-0	-0	1	0	-0	0
CA & PNB Intersecteurs	-1	-0	0	-3	73	0	-81	0	12	0
Produits opérationnels	-57	-0	0	53	73	0	-80	0	11	0
REX avant qp de rés. net des stés sous contrôle conjoint	-4	-0	0	4	2	0	1	-4	1	0
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	0	0	-0	0	0	0	-0	-0
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-4	0	0	4	2	0	1	-4	1	-0

3.1.3.5 Comptes Pro forma 2014 06 (A+B+C+D)

	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>										
CA & PNB Externes	5 593	2 275	2 839	243	12	3	0	0	0	10 965
CA & PNB Intersecteurs	131	36	7	22	2 076	417	330	0	-3 019	0
Produits opérationnels	5 724	2 311	2 847	265	2 088	420	330	0	-3 019	10 965
REX avant qp de rés. net des stés sous contrôle conjoint	308	124	439	-13	-22	14	-111	-314	-0	423
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3	0	0	-3	3	0	0	0	4
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	308	127	439	-13	-25	17	-111	-314	-0	427

3.2 Branche Services–Courrier–Colis

La branche Services–Courrier–Colis comprend :

- L'ensemble de l'activité courrier de La Poste maison mère (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse) ainsi que les nouveaux services du facteur ;
- L'ensemble de l'activité colis de La Poste maison mère, spécialiste de la livraison rapide (J+2) des colis de moins de 30 kg aux particuliers BtoC ou CtoC en France ;
- Les filiales Courrier intervenant sur les marchés du marketing direct (principalement Mediapost France et Sogec) et des solutions logistiques et e-logistiques (Viapost, STP et Neolog pour l'essentiel), auxquelles il faut ajouter la co-entreprise avec Swiss Post dans le courrier transfrontière (Asendia) qui est mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe et de la branche.

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	5 757	5 724	+33	+0,6 %
<i>dont CA hors Groupe</i>	5 621	5 593	+29	+0,5 %
Charges opérationnelles	-5 250	-5 416	+166	-3,1 %
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	507	308	+200	+64,9 %
<i>Marge opérationnelle</i>	8,8 %	5,4 %		3,4 pt
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	1	+1	+94,1 %
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	508	308	+200	+65,0 %

3.2.1 Pôles Services et Courrier

Le chiffre d'affaires s'élève au 30 juin 2015 à 4 988 millions d'euros, soit une hausse de 16 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires courrier de la maison mère, à 4 732 millions d'euros, progresse de 11 millions d'euros par rapport à 2014, soit + 0,2 %. Cette variation s'explique pour l'essentiel par :

- L'augmentation tarifaire du 1er janvier 2015 de 7 % en moyenne, à hauteur de +293 millions d'euros ;
- La baisse des volumes estimée à -7 % en cumul à fin juin 2015, soit un impact de -286 millions d'euros sur le chiffre d'affaires. Le recul s'analyse par une croissance économique encore fragile en France, la rationalisation des envois des entreprises ainsi que par le marketing direct en forte décroissance dans un contexte de restriction générale des budgets publicitaires ;
- Les élections en hausse de 7 millions d'euros, compensées par la diminution de la contribution presse de -10 millions d'euros ;

- La croissance des services et autres prestations de +7 millions d'euros liée aux bonnes performances des services collecte et remises (+1 millions d'euros), Recy'go (+2 millions d'euros soit +50%) et des nouveaux services facteurs (+4 millions d'euros).

Ces nouveaux services lancés en 2014 (Cohesio, Releveo, Facileo distribution commentée, Porteo...) ont été réalisés par tous les facteurs sur l'ensemble du territoire en s'appuyant sur leur réseau connecté Facteo (70 % des facteurs équipés à la fin du premier semestre 2015). Au 30 juin 2015, 259 contrats ont été signés représentant 2 prestations par facteur par semaine.

La qualité de service reste à un niveau élevé avec un taux de distribution de la Lettre prioritaire à J+1 de 86,3 %.

Le chiffre d'affaires des filiales s'élève à 256 millions d'euros au 30 juin 2015, soit une hausse de 5 millions d'euros par rapport à 2014. Hors effet périmètre (sortie de Neopress en septembre 2014) la progression de 11 millions d'euros résulte principalement:

- D'une progression du chiffre d'affaires des filiales internationales de Mediapost (+2 millions d'euros) du fait d'une bonne dynamique commerciale en Espagne, qui compense une diminution du chiffre d'affaires de Mediapost France de - 2 millions d'euros ; les relais de croissance couvrent partiellement le repli des imprimés publicitaires qui, malgré un bon dynamisme commercial marqué par une progression des volumes de plus de 3 %, souffrent dans un marché français déstabilisé par les baisses de prix pratiquées dans un environnement très concurrentiel ;
- D'une augmentation du chiffre d'affaires de la filiale logistique Viapost Services (+ 12 millions d'euros) portée par une croissance commerciale soutenue depuis mi 2014 sur ses activités de prestations de transport et de logistique.

3.2.2 Pôle Colis

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2015 est de 770 millions d'euros, en progression de 17 millions d'euros (soit +2,2 %).

Après une baisse de 2,9 % à fin juin 2014, le trafic marque une légère progression de +0,3 % sur le premier semestre 2015 avec un effet positif sur l'évolution du chiffre d'affaires de 2 millions d'euros. Cette tendance positive concrétise les premiers effets de la stratégie de reconquête commerciale engagée par le pôle Colis.

Les volumes CtoC sont en diminution depuis le début de l'année 2015, traduisant une modification progressive des usages des clients (le développement des achats en ligne permet désormais de faire livrer directement un produit de l'enseigne vers le destinataire final au lieu de procéder à un achat physique puis à un envoi vers le destinataire final). Les volumes BtoC affichent quant à eux, une stabilité par rapport au premier semestre 2014, avec une progression de la livraison en relais (+37 %) et la poursuite de la décroissance du volume de produit Coliéco en lien avec la baisse d'activité des véricistes traditionnels. A noter la très forte progression des volumes internationaux (+48 %) traduisant les plans d'actions initiés par le pôle Colis dans ce domaine qui présente un potentiel de croissance important.

Les hausses tarifaires de mars 2014 et de janvier 2015 ainsi que l'évolution du mix produit liée à l'export impactent positivement le chiffre d'affaires pour 19 millions d'euros.

Enfin, les autres prestations de services et le fuel jouent pour -11 millions d'euros.

A noter que La Poste propose désormais de nouveaux emballages en bureau, offrant ainsi à ses clients des contenants normalisés pour les différents envois. Les ventes de ces emballages s'élevèrent à 6 millions d'euros à fin juin 2015 pour le Colis.

La qualité de service reste élevée avec un taux de distribution à J+2 de 94,3 % sur le premier semestre 2015, en ligne avec celui constaté à fin juin 2014.

3.2.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la branche Services-Courrier-Colis s'élève à 508 millions d'euros au 30 juin 2015, en augmentation de 200 millions d'euros par rapport au 30 juin 2014, soit +65,0 %.

Cette augmentation fait suite à l'impact significatif de la politique tarifaire ainsi qu'aux efforts importants de maîtrise des charges depuis plusieurs semestres :

- Les charges des pôles Services et Courrier diminuent de 142 millions d'euros du fait d'une optimisation des processus suite à la perte des volumes d'objets ;
- Les charges variables du pôle Colis sont en diminution de près de 11 millions d'euros, en raison d'une amélioration de la productivité des plateformes Colis (PFC) et agences Coliposte (ACP). Les charges fixes et de structure sont, elles aussi, en économie de 13 millions d'euros notamment sur les dépenses informatiques, toutefois certaines charges de projets interviendront au second semestre.

3.3 GeoPost

GeoPost, filiale du Groupe La Poste, couvre les activités de colis rapide et express en France et à l'étranger sous les principales marques commerciales suivantes : DPD Group, Chronopost en France, SEUR en Espagne, Interlink Express au Royaume Uni et Tigers (activité de commissionnaire de transports basée en Asie et en Australie). Les filiales de ce pôle interviennent de façon historique majoritairement sur les segments d'entreprise à entreprise (BtoB) mais également de façon croissante sur le BtoC (30 % des volumes à fin juin 2015).

L'effet report des acquisitions intervenues en 2014 (achat de franchises SEUR, prise de contrôle de Worldnet et achat de l'entité polonaise Siodemka), ainsi que l'impact des mouvements de périmètre du premier semestre 2015 (acquisition de WorldLink en Australie et cession d'IBC) conduisent à un effet périmètre positif sur le chiffre d'affaires de GeoPost de +71 millions d'euros à fin juin 2015.

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06 <i>pro forma</i>	Variation <i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	2 693	2 311	+382	+16,5 %
<i>dont CA hors Groupe</i>	2 659	2 275	+385	+16,9 %
Charges opérationnelles	-2 522	-2 187	-335	+15,3 %
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	170	124	+46	+37,4 %
<i>Marge opérationnelle</i>	6,3 %	5,4 %		1,0 pt
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3	-2	-68,3 %
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	171	127	44	+34,9 %

3.3.1 Nouvelle progression marquée des volumes

Le chiffre d'affaires de GeoPost à fin juin 2015 est de 2 693 millions d'euros, en croissance de +382 millions d'euros (+16,5 %) par rapport à fin juin 2014. Retraité des effets périmètre (+71 millions d'euros) et change (+89 millions d'euros), la croissance organique est de 222 millions d'euros, soit +9,3 %.

Cette très bonne performance est portée par un effet volume de 261 millions d'euros, soit une progression des volumes organiques de 10,2%. L'effet prix et mix, notamment induit par la part croissante du toC, joue défavorablement sur l'évolution du chiffre d'affaires pour 41 millions d'euros alors que les autres prestations et l'impact du fuel progressent de 2 millions d'euros.

GeoPost a lancé au premier semestre 2015 sa nouvelle marque commerciale internationale, DPD Group. Développer la visibilité de sa marque fait partie de la stratégie de GeoPost visant à accompagner ses clients de façon unifiée dans leurs échanges transfrontaliers, tout en offrant une qualité de service maximale. Les filiales de GeoPost ont dans ce cadre adopté un code visuel commun sous la bannière DPD Group dans 22 pays européens, à l'exception de Chronopost en France, SEUR en Espagne, et Interlink Express au Royaume Uni qui conservent leur marque actuelle en raison de leur forte implantation sur leurs marchés locaux, mais qui adopteront progressivement l'identité visuelle de DPD Group. Cette opération contribuera à conforter la progression à moyen terme de l'activité de GeoPost.

Les évolutions organiques du chiffre d'affaires sur le premier semestre 2015 sont positives sur l'ensemble des zones géographiques et poursuivent, pour l'essentiel, les tendances observées précédemment :

- Au Royaume-Uni, la très bonne progression des volumes impacte de nouveau favorablement le chiffre d'affaires qui croît de 22 % ; développement du BtoC, conquête commerciale sur les grands comptes, extension de la livraison au dimanche. Cette progression s'accompagne d'un effet prix et mix légèrement négatif (part croissante du BtoC et des grands comptes) ;
- En France, l'activité poursuit son développement avec notamment le lancement d'une nouvelle offre Chronopost Fresh (livraison de produit frais) en mai 2015. Le chiffre d'affaires progresse de +4 % sur DPD France (ex-Exapaq) et +7 % sur Chronopost. Le développement de la livraison en relais, l'extension de l'offre Predict (service permettant de choisir le jour et le lieu de livraison, sur un créneau horaire de 2 heures) et des points de contact (déploiement des

consignes automatiques « Stations PickUp ») jouent favorablement sur les volumes de Chronopost, notamment ceux confiés par les grands comptes en BtoC, ainsi que sur les volumes internationaux. Ce développement est en partie compensé par un effet prix et mix négatif. La progression des volumes chez DPD France est soutenue par la clientèle de PME.

- Le Benelux voit son chiffre d'affaire progresser de +12 % en raison de la hausse des volumes (notamment sur flux internationaux) et malgré un effet prix/mix en légère baisse (-1 %).
- Les filiales espagnoles confirment leur rebond et voient leurs volumes évoluer positivement sur le premier semestre 2015 (+ 10 %, dans la tendance de la croissance de fin décembre 2014). La conquête de plusieurs grands comptes au second semestre 2014 (notamment sur le e-commerce) joue favorablement sur le chiffre d'affaires.
- L'Allemagne affiche une croissance de 6 % de son CA par rapport à fin juin 2014 grâce aux actions menées par DPD Germany depuis la fin du second semestre 2014 afin de renforcer sa position sur le marché domestique du BtoC (démarrage de partenariats avec de grands acteurs du e-commerce, extension du réseau allemand de point relais, livraison le samedi, ...).
- La Pologne voit son activité organique se développer de façon très satisfaisante (+13,5 %). L'entité Siodemka acquise au 2nd semestre 2014, est consolidée avec DPD Pologne, constituant ainsi un groupe leader sur le BtoC au sein du marché polonais à fort potentiel.
- L'activité de Tigers est en progression par rapport au premier semestre 2014 avec + 4 millions d'euros (soit + 4 %).

3.3.2 Résultat d'exploitation

La dynamique de l'activité de GeoPost s'accompagne du déploiement de la nouvelle identité (Reference Player), du développement des capacités de traitement (mise en place de nouveaux hubs et dépôts) et de solutions de livraisons complémentaires (expansion du maillage de points relais, généralisation de Predict, développement de la livraison le week-end).

Le résultat d'exploitation de GeoPost à fin juin 2015 atteint 171 millions d'euros (résultat d'exploitation y compris quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint d'1 million d'euros), soit une progression de 44 millions d'euros par rapport à 2014. Après retraitement de l'impact de la provision passée en juin 2014 au titre de l'enquête de l'autorité de la concurrence de 45 millions d'euros, le résultat d'exploitation du premier semestre 2015 est quasi équivalent à celui de fin juin 2014, compte tenu du coût des différents projets transverses évoqués ci-dessus et de l'effort de repositionnement de l'Allemagne vers le segment en croissance du toC (poursuite de la mise en place de la livraison le samedi et réorganisation de tournées de livraisons).

3.4 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et le Groupement de moyens constitué entre La Poste et La Banque Postale régi par une convention de répartition de frais. L'ensemble des charges relatives au Groupement de moyens (principalement les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale) est refacturé à l'euro/l'euro à La Banque Postale.

3.4.1 Environnement économique et financier

Le semestre a été marqué par les premiers impacts sur l'inflation de la politique menée par la Banque Centrale Européenne et de sa mesure phare, le lancement en mars du programme de rachat massif de dettes (voir section 1.2). Ainsi après une période de recul, les prix à la consommation ont progressé en mai en Europe, la France s'inscrivant dans cette tendance. Sous l'effet de cette politique, le taux de l'OAT a atteint mi-avril son point bas historique à 0,35 % avant de se réorienter sur la fin du semestre vers un point d'équilibre aux alentours de 1,2 %. Les taux courts ont continué à reculer tout au long du semestre, l'Eonia terminant le semestre à -0,1 % et l'Euribor 3 mois s'affichant également en territoire légèrement négatif à fin juin.

Le taux du Livret A a été maintenu en février à 1 %.

Si le CAC 40 a profité pendant le premier trimestre de la chute du rendement des emprunts d'état et approché 5 300 points, son niveau est redescendu fin juin aux alentours de 4 800 points.

Comme indiqué au 31 décembre 2014, La Banque Postale fait l'objet d'un contrôle fiscal qui porte notamment sur la conformité des règles applicables à l'épargne réglementée.

3.4.2 Activités commerciales

Conformément aux ambitions de son plan stratégique, La Banque Postale réorganise son réseau commercial pour mieux servir ses clients et met en œuvre sa stratégie de développement sur le marché des professionnels. Entamée en 2014 avec la mise en place d'un management unique, La Banque Postale et Le Réseau La Poste poursuivent la bancarisation du réseau au travers notamment d'un dispositif ambitieux de développement des compétences bancaires (voir section 3.5). Par ailleurs, les premières promotions de responsables de clientèle professionnelle sont déjà opérationnelles sur le terrain, l'objectif à 2020 étant de déployer 1 000 conseillers afin de proposer un conseil adapté à cette clientèle.

La persistance des taux bas pèse sur la collecte de La Banque Postale et conduit à un arbitrage des clients en défaveur des livrets au profit de produits dont la rémunération reste attractive avec en premier lieu les Plans d'Épargne Logement. Malgré ce contexte peu favorable, les encours globaux progressent de 1,6 % sur douze mois pour atteindre 303,5 milliards d'euros (+4,7 milliards d'euros) :

	2015.06	2014.06	Variation	
(en milliards d'euros)			(en Md€)	(en %)
Dépôts à vue	52,8	49,8	+3,0	+5,9 %
Epargne ordinaire	83,1	86,0	-2,9	-3,3 %
Livret A	62,0	64,5	-2,5	-3,9 %
LEP	8,0	8,1	-0,1	-1,8 %
LDD	7,3	7,4	-0,0	-0,6 %
Autres livrets	5,8	5,9	-0,2	-2,6 %
Epargne logement	29,6	27,4	+2,2	+8,2 %
OPCVM ^(a)	13,9	14,6	-0,7	-4,9 %
Assurance-Vie ^(a)	123,0	120,1	+2,9	+2,4 %
Autres ^(b)	1,2	1,0	+0,2	+17,0 %
EPARGNE CLIENTELE	303,5	298,9	+4,7	+1,6 %

(a) Produits distribués par le réseau de la Banque Postale, BPE et EasyBourse (OPCVM).

(b) Comptes à terme et PEP.

Les encours de dépôts à vue affichent une croissance soutenue à 52,8 milliards d'euros, en progression de 3,0 milliards d'euros. Les encours de dépôts à vue des personnes morales, portés par la stratégie de conquête de cette clientèle, atteignent 5,0 milliards d'euros en hausse de 26 % par rapport à juin 2014.

Les livrets demeurent fortement pénalisés par la faiblesse des taux offerts. Les encours sont ainsi en retrait de 2,9 milliards d'euros (-3,3 %). Le livret A concentre la majeure partie de cette décollecte avec des encours en recul de 3,9 %, dans la tendance globale du marché.

Portée par le Plan d'Épargne Logement, l'épargne logement atteint 29,6 milliards d'euros d'encours à fin juin 2015, en progression de 2,2 milliards d'euros. L'attractivité de la rémunération des PEL se confirme malgré l'abaissement à 2 % de la rémunération des nouveaux contrats en début d'année. Ainsi les encours de PEL progressent à 24,7 milliards d'euros (+12,2 %) et compensent la décollecte enregistrée sur les Comptes Epargne Logement rémunérés à 0,75 %.

Le niveau des taux courts a fortement pénalisé les encours d'OPCVM au cours des douze mois écoulés. Ils s'affichent ainsi à 13,9 milliards d'euros en baisse de 0,7 milliard d'euros avec une décollecte de 1,6 milliard d'euros sur les OPCVM monétaires dont les performances sont généralement indexées sur l'Eonia.

Les encours d'assurance-vie, à 123,0 milliards d'euros, sont pour leur part en hausse de 2,9 milliards d'euros (+2,4 %) avec une part croissante d'unités de compte. Sur le premier semestre, les contrats en unités de comptes ont atteint 15,6 % du chiffre d'affaires en nette hausse par rapport au premier semestre 2014 (10,5 %).

La Banque Postale contribue de façon croissante au financement de l'économie avec des encours de crédits à la clientèle en forte progression de 5,6 milliards d'euros (+9,1 %) à 67,4 milliards d'euros au 30 juin 2015:

	2015.06	2014.06	Variation	
(en milliards d'euros)			(en Md€)	(en %)
Crédits immobiliers	54,2	52,4	+1,8	+3,4 %
Crédits à la consommation	4,3	3,7	+0,6	+16,5 %
Autres crédits ^(a)	0,8	0,9	-0,0	-2,1 %
Crédits aux personnes morales ^(b)	8,1	4,9	+3,3	+66,5 %
CREDITS CLIENTELE ^(c)	67,4	61,8	+5,6	+9,1 %

(a) D.A.V débiteurs et différés cartes bancaires.

(b) Entreprises, Bailleurs Sociaux, Associations et Collectivités Territoriales.

Dans un marché dynamisé par les demandes de rachats et renégociations engendrées par les niveaux de taux historiquement bas, les encours de crédits à l'habitat de La Banque Postale continuent de progresser à 54,2 milliards d'euros (+3,4 %). Plus de 5,5 milliards d'euros de prêts ont été mis en force au cours du premier semestre, en croissance de 44 % par rapport à 2014. Les rachats à la concurrence représentent près du tiers de la production.

L'activité de crédits à la consommation, portée depuis 2010 par La Banque Postale Financement (filiale détenue à 65 % par La Banque Postale et 35 % par la Société Générale), affiche toujours un développement soutenu avec des encours en hausse de 16,5 % au 30 juin 2015 à 4,3 milliards d'euros.

La Banque Postale finance également depuis 2012 les entreprises et le secteur public local. Cette activité connaît une croissance rapide et atteint déjà 8,1 milliards d'encours à la fin du premier semestre 2015 (+66,5 % sur un an). La progression affichée se fait malgré la cession régulière d'encours à la Caisse Française de Financement Local (2,5 milliards d'euros sur les douze derniers mois), conformément au modèle de développement mis en place lors de l'entrée de La Banque Postale sur le marché du secteur public local. Les nouveaux financements aux personnes morales s'élèvent à 5,5 milliards d'euros sur le premier semestre, soit +84 % par rapport à 2014. La Banque Postale continue son développement commercial sur ce segment de clientèle avec la signature en février de conventions de partenariats avec Bpifrance. Ces accords permettent à La Banque Postale de compléter son offre auprès des professionnels et des petites et moyennes entreprises.

3.4.3 Performance opérationnelle

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i> (en M€)	(en %)
Gestion d'actifs	90	76	+15	+19,5 %
Assurance ^(a)	92	93	-1	-0,6 %
Banque de détail	2 746	2 678	+68	+2,5 %
<i>Marge nette d'intérêts</i>	1 694	1 725	-31	-1,8 %
<i>Commissions</i>	1 112	1 022	+90	+8,8 %
<i>Autres produits et charges</i>	-60	-69	+9	-13,2 %
PRODUIT NET BANCAIRE	2 929	2 847	+82	+2,9 %

(a) Impact du reclassement en PNB des primes d'assurances impayées en 2015

Le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'élève à 2 929 millions d'euros en 2015, en progression de 2,9 % (+82 millions d'euros) soutenue par une bonne dynamique commerciale en dépit d'un environnement de taux défavorable. Retraité de la variation de la provision épargne logement et de l'effet périmètre lié à l'intégration de Sofiap en mai 2014, il progresse de 3,9 %.

Le PNB du pôle Gestion d'Actifs s'établit à 90 millions d'euros, avec une croissance qui se poursuit à un rythme soutenu (+19,5 %), portée par le dynamisme de la gestion sous mandat et une rotation importante des portefeuilles en début d'année à mettre en lien avec la revalorisation des marchés actions sur cette période. Le partenariat conclut entre LBP Asset Management et Aegon Asset Management et le rapprochement avec Fédéris Asset Management contribueront à dynamiser encore davantage les résultats du métier en développant les expertises et l'offre de LBPAM (voir section 1.4.3.2). LBPAM est déjà la 5^{ème} société de gestion de la place de Paris et gère 150 milliards d'euros d'actifs à fin juin 2015.

A 92 millions d'euros, le PNB du pôle Assurance affiche un recul de 0,6 % par rapport à 2014 suite au reclassement en PNB des impayés de LBP IARD et LBP Assurance Santé, auparavant classés en coût du risque. Retraité de cet impact, le PNB progresse de 4,7 %, sous l'effet des bons résultats commerciaux des offres d'assurances IARD, Santé et Prévoyance. Les portefeuilles de contrats des filiales continuent ainsi de se développer, les progressions des portefeuilles de LBP IARD et LBP Assurance Santé étant particulièrement soutenues à respectivement +25 % et +33 % en douze mois. Le pôle propose un panel complet de produits d'assurance à destination des particuliers et élargit son offre aux professionnels avec le lancement de l'offre d'assurance santé collective le 2 avril 2015 en partenariat avec la Mutuelle Générale et Malakoff Médéric (voir section 1.4.3.1)

Après retraitement de la provision épargne logement et de l'effet périmètre lié à l'intégration de Sofiap, le PNB du pôle Banque de Détail affiche une croissance de 3,7 % (+99 millions d'euros). Avec une progression de 88 millions d'euros par rapport à 2014 (+8,6 %), les commissions accroissent leur contribution au PNB portées par la stratégie d'équipement de la clientèle en forfaits et produits d'assurance (pour la vente desquels la Banque de Détail est commissionnée). Il convient cependant de noter que les indemnités de remboursement anticipé participent également à cette progression. La marge nette d'intérêt est quant à elle stable par rapport à 2014.

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06	Variation	
		pro forma	(en M€)	(en %)
Produit net bancaire ^(a)	2 929	2 847	+82	+2,9 %
Frais de gestion	-2 386	-2 336	-50	+2,1 %
Résultat brut d'exploitation	543	511	+32	+6,3 %
Coût du risque ^(a)	-73	-72	-2	+2,1 %
Gains et pertes sur autres actifs	-1	0	-1	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION	468	439	+30	+6,8 %
Coefficient d'exploitation LBP	81,5%	82,4%		-0,9 pts

(a) Impact du reclassement de coût du risque à PNB des primes d'assurances impayées en 2015

Les frais de gestion de La Banque Postale progressent de 2,1 % à 2 386 millions d'euros sous l'effet du développement des filiales et du lancement de projets majeurs. La Banque Postale investit en effet dans la transformation de son système d'information afin d'accompagner son développement commercial et améliorer son efficacité opérationnelle. Ce vaste programme se décline au travers notamment des projets Cap Client 3.0 (refonte de la distribution) et Concerto (rénovation de la plateforme bancaire). Les coûts facturés par le groupement de moyen (charges de personnel des services financiers et de la Ligne Conseil Bancaire) ainsi que par le Réseau La Poste au titre de la convention guichet se réduisent pour leur part de 17 millions d'euros traduisant les efforts de maîtrise de charges du Groupe.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 543 millions d'euros en progression de 32 millions d'euros par rapport à 2014 (+6,3 %). Hors effet périmètre et variation de la provision épargne logement, cette progression s'accroît à 70 millions d'euros (+13,0 %).

Le coefficient d'exploitation continue de s'améliorer à 81,5 % au 30 juin 2015 (82,4 % à fin juin 2014).

Le coût du risque, à 73 millions d'euros, affiche une progression de 2 millions d'euros et 4 millions d'euros retraité du changement de classification des primes impayées d'assurance et de l'effet périmètre. Cette hausse est à attribuer à l'intégration de nouveaux paramètres renforçant la couverture des risques des crédits immobiliers et à la consommation depuis juillet 2014. Le coût du risque des crédits, rapporté aux encours, se maintient à un niveau bas de 19 points de base.

Le résultat d'exploitation de la branche La Banque Postale s'élève ainsi à 468 millions d'euros en 2015, en progression de 6,8 % (+30 millions d'euros).

3.4.4 Structure financière

La Banque Postale présente une structure financière solide avec un ratio Common Equity Tier 1⁹ atteignant 13,1 % contre 12,7 % au 31 décembre 2014 et un ratio global de solvabilité à 17,2 % contre 17,0 %. Le ratio de levier¹⁰ estimé à fin juin 2015 s'établit à 5,3 %.

⁹ Ratio CET1 avec application des mesures transitoires. Le ratio CET1 fully loaded s'élève à 13,9 %.

¹⁰ Ratio de levier avec application de l'acte délégué d'octobre 2014 sur le traitement de l'épargne centralisée à la CDC sous réserve d'autorisation par la BCE. Hors acte délégué, le ratio est estimé à 3,4 %.

La position de liquidité du bilan demeure très confortable avec un ratio crédits sur dépôts à 74 % et un ratio LCR (ratio de liquidité court terme estimé) à 176 %.

3.5 Le Réseau La Poste

La branche Réseau La Poste agrège les activités de vente et de distribution, auprès du grand public, des produits et services du Groupe La Poste ainsi que la filiale La Poste Telecom (correspondant à la ligne quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint) distribuant son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	2 049	2 088	-39	-1,9 %
Charges opérationnelles	-2 084	-2 110	+26	-1,2 %
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-35	-22	-13	+58,5 %
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-2	-3	+1	-35,5 %
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-37	-25	-12	+47,1 %

Le chiffre d'affaires interne représente la facturation des prestations réalisées par le Réseau La Poste pour le compte des autres branches. Il est régi par des accords de services :

- Conventions de services assises sur des inducteurs opérationnels (chiffre des ventes, objets traités) avec la branche Services-Courrier-Colis et la branche GeoPost (Chronopost) ;
- Pour La Banque Postale, convention de services basée sur les opérations traitées pour l'activité financière aux guichets et facturation au réel des coûts de la ligne conseil bancaire intégrée au Réseau (conseillers financiers, conseillers spécialisés en immobilier, etc.) ;
- Transfert au secteur « Non affecté » des coûts liés aux missions d'accessibilité du service universel postal, des coûts liés à la mission d'aménagement du territoire et des charges transitoires (notamment les dispositifs de fin de carrière).

3.5.1 Réseau La Poste

Avec ses 17 107 points de contact en France, dont 7 650 en partenariat (agences postales communales et relais poste) au 30 juin 2015, le Réseau La Poste est le réseau de distribution physique le plus dense du territoire. Face à la poursuite de la baisse des volumes du courrier et à celle de la fréquentation des clients en bureaux de poste, passée en une décennie de 2,7 millions de visites par jour à 1,7 million actuellement, le Réseau La Poste doit repenser son rôle et sa présence afin de se repositionner sur les lieux, modes de vie et besoins des clients et gagner en attractivité. Plusieurs chantiers entrepris en 2014 se poursuivent sur le premier semestre 2015, en s'appuyant sur les axes suivants :

- Accélérer le développement commercial fondé sur l'excellence du service et la capacité du Réseau La Poste à répondre aux attentes des clients :
 - ✓ Simplification du parcours client en bureaux de poste, dans la continuité de la réduction du nombre de références des produits courrier-colis ;

- ✓ Intégration des guichetiers à la dynamique bancaire, permettant aux clients d'accéder rapidement à des produits bancaires simples (cartes bancaires, offres d'assurance pour appareils nomades, etc.) ;
- ✓ Mise en place en 2015, sur les 500 zones de marché créées en 2014, d'un objectif commercial commun aux branches Services-Courrier-Colis et Réseau, quel que soit le canal de vente utilisé par le client (bureaux de poste, établissements courrier, télévente et internet), permettant une synergie des acteurs commerciaux au profit d'une connaissance partagée des clients visant à mieux les satisfaire.
- Poursuite de la responsabilisation et de la déconcentration du pouvoir de décisions des managers de terrain, dans la continuité du projet MCU (Management Commercial Unique) déployé en 2014 et qui s'est concrétisé par le transfert au Réseau des effectifs commerciaux bancaires et de toute leur ligne managériale. Ainsi, une nouvelle organisation managériale de proximité sera progressivement mise en œuvre pour être :
 - ✓ Plus concentrée (diminution du nombre de Secteurs, un secteur regroupant plusieurs points de contact), tout en restant compatible avec le principe de proximité avec le client et les collaborateurs ;
 - ✓ Différenciée, pour tenir compte des tailles et spécificités des points de contact inclus dans chaque secteur ;
 - ✓ Renforcée, afin de délester le Directeur de Secteur des tâches d'exploitation quotidiennes, au profit d'un management s'inscrivant dans la construction d'un réseau d'excellence et de développement commercial à priorité bancaire.

Ce chantier, actuellement en cours d'expérimentation sur le premier semestre, doit être déployé sur le second pour une mise en œuvre opérationnelle au 1er janvier 2016.

- Développement du numérique : dans les bureaux de poste le digital est présent depuis plusieurs années via les automates qui proposent aux clients d'effectuer directement les opérations simples (achats de timbres, affranchissements, recommandés, envois de colis, etc.). La poursuite du déploiement, initié fin 2014, de terminaux tactiles Smartéo pour les guichetiers permet également de faciliter la relation commerciale en accédant rapidement aux différents services et applications informatiques (une centaine de bureaux équipés d'environ 250 terminaux Smartéo au 30 juin). Le Réseau propose également dans 5 bureaux de poste une offre d'impressions et de conseil en 3D, ainsi que le retrait de colis commandés sur internet et retirés dans des consignes Pick-up en façade du bureau grâce à un code d'accès reçu directement par SMS par le client (22 bureaux équipés à fin juin).
- Plus d'accessibilité et des formats adaptés aux usages des clients : au-delà du numérique, le Réseau de demain s'adapte aux nouveaux modes de vie des Français, modes de vie qui varient d'un territoire à l'autre :
 - ✓ En rural, plusieurs nouvelles formes de mutualisation vont être déployées, comme l'accueil dans les bureaux de poste de maisons de services au public, prévus comme des lieux d'accueil, d'information et d'orientation à destination des usagers de services publics, ou encore le facteur-guichetier avec la branche Services-Courrier-Colis qui permet de maintenir la présence de La Poste dans des villages où les bureaux sont très peu fréquentés ;
 - ✓ En urbain, une nouvelle approche se met en place en concertation avec les municipalités

afin de mieux comprendre les projets de la ville et travailler avec leurs acteurs. La démarche est actuellement initiée avec les grandes métropoles et des projets sont en cours avec de grandes enseignes nationales. Dans cette dynamique, de nouveaux points de contact appelés 'La Poste Relais' ont déjà été ouverts (Franprix du 16^{ème} arrondissement de Paris, conciergerie pépinière d'entreprises à Bordeaux, etc.), l'objectif étant d'améliorer l'accessibilité à l'offre de produits du Groupe La Poste pour les clients, des points de contact supplémentaires pouvant être créés dans les zones à très fort trafic.

Sur le premier semestre, 149 nouveaux partenariats ont été créés.

- Maîtriser les coûts de ce réseau commercial dont l'utilisation par les branches du Groupe leur est refacturée. Grâce aux plans d'actions déployés, les coûts d'exploitation du Réseau sont en baisse sur le premier semestre 2015 par rapport à l'année précédente (- 1,2 %).

3.5.2 La Poste Mobile

La Poste Telecom, opérateur de réseau mobile virtuel du Groupe détenu à 51 % en partenariat avec SFR qui détient les 49 % restant, propose son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

La filiale poursuit son développement, et grâce à la commercialisation de 297 000 nouvelles lignes sur le premier semestre, comporte après 4 ans d'existence, un parc de près de 1,2 million de lignes au 30 juin 2015, en croissance de 3,8 % sur le semestre.

La Poste Mobile a par ailleurs commercialisé près de 18 500 souscriptions ADSL sur le semestre dans le cadre de son offre 'Quatro' (TV, internet, téléphonie fixe et mobile) en partenariat avec SFR (45 000 box commercialisées sur l'année 2014).

L'adaptation permanente des offres aux besoins des clients (forfaits illimités, 4G, offre quadruple play, international, etc.) tout en conservant des gammes simples et accessibles au plus grand nombre, l'étendue du Réseau La Poste, le nombre de ses vendeurs et les valeurs de confiance que représente le Groupe, sont les clés du succès de La Poste Mobile.

3.6 Branche Numérique

La branche Numérique, créée au cours du 1^{er} semestre 2014 dans le cadre de la mise en place de la nouvelle gouvernance du Groupe (et dont le périmètre a été précisé au cours du deuxième semestre 2014, voir partie 3.1), exerce 3 missions de natures complémentaires :

- Mission de développement du chiffre d'affaires : la branche Numérique produit et commercialise au travers de ses filiales Docapost et Mediapost Communication des offres, des solutions et des services numériques dans le domaine de la transformation numérique, du marketing digital ou encore de la confiance numérique, en complément de produits classiques dans le domaine de l'édition et de l'archivage. De plus, la branche Numérique, via sa maison mère, est chargée de la gestion du site internet laposte.fr ainsi que du développement des ventes en ligne effectuées sur ce canal. Ce chiffre de ventes en ligne est comptabilisé directement au sein des branches (essentiellement la branche Services Courrier Colis), néanmoins la branche Numérique perçoit depuis le 1^{er} janvier 2015 une commission au titre de son action commerciale ;
- Mission de « Laboratoire » : au travers de plusieurs dispositifs, notamment d'incubation des start-up, la branche Numérique est chargée de détecter, de développer et d'industrialiser l'innovation numérique au service du Groupe ;

- Mission de prestations au service des autres branches du Groupe : par exemple la mise en place d'un réseau social d'entreprise et la mise en place de formations d'acculturation au numérique. La branche Numérique est également en charge de la politique Data du Groupe. Enfin, elle est à la tête du projet prioritaire commun ¹¹ « connaissance des clients particuliers » destiné à consolider les bases de données sur les clients particuliers des différentes entités du Groupe.

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	278	265	+13	+4,9 %
<i>dont CA hors groupe</i>	234	243	-9	-3,5 %
Charges opérationnelles	-287	-278	-9,0	+3,2 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	-9	-13	4	-29,7%
<i>% du CA</i>	<i>-3,4 %</i>	<i>-5,0 %</i>		<i>1,7 pt</i>

3.6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2015 à 278 millions d'euros est en progression de 13 millions d'euros par rapport à 2014 (soit +4,9 %) :

- Le chiffre d'affaires réalisé par la maison mère est de 22 millions d'euros, en progression de 21 millions d'euros, porté par la mise en place à compter du 1^{er} janvier 2015 du commissionnement sur les ventes en ligne du site laposte.fr ainsi que les revenus publicitaires associés. A noter qu'à fin juin 2015, le chiffre d'affaires en ligne est en progression de 20 % par rapport à 2014. A compter de 2015, la branche Numérique comptabilise également la facturation de prestations internes vis-à-vis des autres entités du Groupe (dont le coût de la politique d'innovation du Groupe).
- Le pôle Docapost poursuit la transformation de son cœur de métier pour intervenir désormais sur la transformation numérique :
 - ✓ De secteurs économiques (ou d'activités) : Santé, Administration, Middle market (TPE et PME sur l'ensemble de leur chaîne de valeur) ;
 - ✓ De grandes fonctions encore internalisées dans les entreprises : RH, Finance, Achats et Relation clients.

Docapost leur propose différents services comme la création de plateformes numériques, la dématérialisation et l'édition, la sécurisation des échanges électroniques, des solutions de e-paiement...

Le chiffre d'affaires de Docapost de 209 millions d'euros à fin juin 2015 affiche une baisse de 5 millions d'euros, soit -3 %. Une dynamique commerciale positive est observée sur les

¹¹ Dans le cadre de son nouveau plan stratégique, le Groupe a défini en avril 2014, 5 projets prioritaires communs et transverses, visant à conquérir de nouveaux territoires d'ici 2020.

segments porteurs comme les plateformes d'informations à destination des professions réglementées, la gestion d'opérations de vote interne et la dématérialisation en Espagne. Mais cette croissance ne permet pas de compenser, sur le premier semestre 2015, le recul programmé des activités « traditionnelles » comme le traitement des chèques, ainsi que la perte d'un client significatif fin 2014 dans le domaine de la gestion de la relation clients.

- Le chiffre d'affaires du pôle Mediapost Communication de 47 millions d'euros est en retrait de 2 millions d'euros (-5 %) sur le premier semestre 2015. Malgré la poursuite du développement sur les marchés en forte croissance de la commercialisation de plateforme de gestion de campagnes marketing et de la connaissance client, l'activité du pôle est notamment pénalisée par la baisse du courrier adressé et des volumes d'imprimés publicitaires.

3.6.2 Résultat d'exploitation

La progression des charges d'exploitation inclut des coûts non récurrents liés à des litiges ainsi que la montée en puissance de certains projets transverses. Malgré ce contexte, le résultat d'exploitation consolidé de la branche Numérique à fin juin 2015 de -9 millions d'euros affiche un léger mieux par rapport à celui du premier semestre 2014 (soit + 4 millions d'euros).

3.7 Autres Secteurs

3.7.1 L'Immobilier

Le secteur Immobilier correspond à la filiale Poste Immo et à la Direction de l'Immobilier de La Poste maison mère.

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i> (en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	414	420	-6	-1,5 %
<i>dont CA hors groupe</i>	4	3	+1	+27,8 %
Charges opérationnelles courantes	-412	-414	+2	-0,4 %
Résultat de cession	1	8	-6	-83,2 %
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	3	14	-11	-80,0 %
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>0,7 %</i>	<i>3,3 %</i>		<i>-2,6 pt</i>
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3	-2	-52,6 %
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	4	17	-13	-75,2 %

Le chiffre d'affaires de l'Immobilier s'élève à 414 millions d'euros au 30 juin 2015, en baisse de -6 millions d'euros, soit -1,5 %, par rapport à 2014 : la baisse des facturations intragroupe (-7 millions d'euros) est en partie atténuée par la hausse des facturations auprès des clients externes au Groupe (+1 million d'euros).

La baisse des facturations internes est liée principalement à une réduction des loyers facturés aux branches (réduction des surfaces d'exploitation), associée à une moindre hausse des compléments de loyers (facturation sur plusieurs années des amortissements liés aux aménagements de locaux).

Le pôle immobilier poursuit le développement du chiffre d'affaires externe, traduisant la mise à disposition de nouvelles surfaces et la délivrance de prestations supplémentaires auprès de clients hors groupe. Poste Immo a prolongé en 2015 le déploiement d'opérations de développement pour répondre aux besoins de diversification des activités des branches et de co-promotion externes, pour valoriser son parc, résorber la vacance et contribuer à la génération de cash et de revenus à moyen terme pour le Groupe.

Les charges du pôle immobilier sont maîtrisées, grâce à la baisse des charges sur surfaces patrimoniales et au moindre recours aux prises à bail en externe au Groupe, liés à la politique de réduction des surfaces utilisées par les branches. Ces tendances reflètent la contribution du pôle immobilier à la maîtrise des charges du Groupe.

Le résultat de cessions baisse significativement, du fait de cessions majeures réalisées au 1^{er} semestre 2014, incluant notamment les sites de Lyon Hôtel des Postes, du bureau de poste Place de Clichy et de la Poste Principale de Saint-Ouen.

Le résultat d'exploitation, après intégration des résultats sous contrôle conjoint, s'élève à 4 millions d'euros, en baisse de 13 millions d'euros par rapport à 2014.

3.7.2 Supports et structures

Le secteur Supports et structures correspond aux directions Supports (principalement Informatique, Gestion de parc de véhicules et Approvisionnements) qui refacturent leurs prestations aux autres branches d'activité, et aux coûts du Siège Groupe.

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Produits opérationnels	332	330	+2	+0,7 %
Charges opérationnelles	-491	-441	-51	+11,5 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	-159	-111	-48	+43,6 %

Les produits opérationnels s'établissent à 332 millions d'euros en juin 2015 dont :

- 310 millions d'euros pour les produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres branches d'activité par les Supports et les centres de services « facturants » du Siège. Les prix unitaires sont fixés préalablement à l'exercice par convention de service et la facturation dépend des volumes réalisés ;
- 22 millions d'euros de frais de siège Groupe supportés par les filiales (management fees).

Les facturations augmentent de 0,7%. Cette progression est liée à un reclassement comptable de charges internes initialement considérées comme des débours (classés en moindres charges) et désormais refacturées en chiffre d'affaires. Retraité de cet effet, le chiffre d'affaires est en baisse de 16 millions d'euros traduisant la contribution de ces entités à la maîtrise des charges du Groupe.

Hors impact du reclassement comptable et malgré la baisse des charges liée notamment aux efforts de productivité, les charges d'exploitation progressent de 33 millions d'euros au 30 juin compte tenu de coûts non récurrents dont les provisions induites par le traitement comptable du projet de déménagement des sièges.

3.7.3 Charges non affectées

<i>(en millions d'euros)</i>	2015.06	2014.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Coût net de la présence territoriale	-287	-297	+10	-3,4 %
Autres charges opérationnelles	-43	-17	-26	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION	-331	-314	-16	-5,2 %

Le secteur Non affecté comprend les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire, l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et enfin les charges transitoires liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au Groupe et donc non affectées aux branches.

L'augmentation des autres charges sur 2015 correspond principalement à des adhésions aux dispositifs de fin de carrière plus importantes qu'à fin juin 2014.

4. Autres agrégats-clés du compte de résultat

4.1 Résultat financier

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06 <i>pro forma</i>	Variation	
			<i>vs pro forma</i> (en M€)	(en %)
Charge nette d'intérêts	-75	-76	+2	-2,2 %
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	11	-8	+20	n.s.
Coût de l'endettement financier net	-63	-85	+21	-25,1 %
Autres éléments du résultat financier	-11	-18	+7	-38,3 %
RESULTAT FINANCIER	-74	-102	+28	-27,4 %

Le résultat financier s'améliore de 28 millions d'euros sur le premier semestre 2015 par rapport à 2014 et atteint - 74 millions d'euros.

La baisse du coût moyen estimé de la dette à 4 ans de La Poste (2,75 % contre 2,93% à fin juin 2014), combinée à une légère baisse de la dette brute moyenne du premier semestre 2015 par rapport au premier semestre 2014, concourent à la diminution de la charge nette d'intérêts de 2 millions d'euros par rapport à 2014. La baisse de la dette brute moyenne provient du remboursement d'une souche CHF (franc Suisse) de 151 millions d'euros équivalents en juillet 2014 (effet à plein sur le premier semestre 2015), partiellement compensée par l'émission d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros le 26 mai 2015 (impact inférieur à un mois sur le coût de financement moyen du premier semestre 2015).

La variation de juste valeur de la dette et des dérivés, qui correspond à un produit de 11 millions d'euros sur le semestre, génère un écart favorable de 20 millions d'euros par rapport à 2014. La variation de juste valeur des dérivés s'établit à +9 millions d'euros (les swaps de refixation étant échus ou approchant de leur échéance) alors que le léger élargissement du spread de La Poste entraîne un produit de 2 millions d'euros.

Les autres éléments du résultat financier (-11 millions d'euros en 2015), en amélioration de 7 millions d'euros par rapport à 2014, correspondent essentiellement à la charge d'actualisation de la dette sociale (12 millions d'euros en 2015, en baisse de 8 millions d'euros par rapport à 2014).

4.2 Résultat net part du Groupe

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i> (en M€)	(en %)
Produits opérationnels	11 459	10 965	+494	+4,5 %
Charges opérationnelles	-10 844	-10 542	-302	+2,9 %
Résultat d'exploitation	615	423	+191	+45,2 %
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	1	4	-2	-58,0 %
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	616	427	+189	+44,3 %
Résultat financier	-74	-102	+28	-27,4 %
Résultat courant avant impôt	542	324	+217	+67,0 %
Impôt sur le résultat	-217	-103	-113	n.s.
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	113	115	-2	-1,7 %
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	438	336	+102	+30,3 %
Résultat net part du Groupe	424	322	+102	+31,7 %
Intérêts minoritaires	14	14	+0	+0,5 %

Le résultat net part du Groupe s'établit à 424 millions d'euros à fin juin 2015. Il est en hausse de 102 millions d'euros par rapport au premier semestre 2014. Cette progression est essentiellement soutenue par le résultat d'exploitation après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint en hausse de 189 millions d'euros (voir section 3 – Résultats opérationnels par secteur d'activité).

Le résultat courant avant impôts progresse de 217 millions d'euros pour s'établir à 542 millions d'euros, après prise en compte de l'amélioration du résultat financier de 28 millions d'euros (voir section 4.1 – résultat financier).

La charge d'impôt du Groupe à 217 millions d'euros est en hausse de 113 millions d'euros, dont 46 millions d'euros proviennent de la charge d'impôt courants et 67 millions d'euros proviennent de la charge d'impôts différés (voir note 10 impôts sur les résultats des comptes consolidés du Groupe).

La quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence s'établit à 113 millions d'euros à fin juin 2015. Elle est stable (2 millions d'euros par rapport à juin 2014) et intègre principalement la contribution de CNP Assurances que le Groupe détient à hauteur de 20,15 %.

5. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe.

La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée ci-dessous au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du Groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du Groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variations du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;
- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste (dont les coupons des titres hybrides AT1) ou provenant des entités mises en équivalence et inversement les augmentations de capital éventuelles dans ces entités ;
- La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par La Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

5.1 Variation de la Dette Nette

5.1.1 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont en hausse de 287 millions d'euros à fin juin 2015 :

	2015.06	2014.06 <i>pro forma</i>	Variation	
			(en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>				
Excédent Brut d'Exploitation (Hors Banque)	629	431	+198	+45,8 %
Dividendes recus de LBP et des Sociétés Mises en Equivalence	335	265	+70	+26,6 %
Variation du besoin en fonds de roulement	-117	-143	+25	-17,7 %
CICE de la période	-171	-178	+7	-4,0 %
Impôts payés	222	249	-27	-10,7 %
Autres éléments des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	5	-8	+13	n.s.
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	903	616	+287	+46,5 %

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) hors Banque s'améliore de 198 millions d'euros à fin juin 2015, cette progression étant principalement liée à la branche Service-Courrier-Colis qui progresse de 170 millions d'euros sur la période, notamment soutenue par la hausse tarifaire et une bonne maîtrise de ses charges d'exploitation, dont les charges du Réseau La Poste.

Les dividendes reçus de La Banque Postale et des sociétés mises en équivalence progressent globalement de 70 millions d'euros, dont 44 millions d'euros provenant des dividendes reçus de La Banque Postale et 30 millions d'euros reçus des sociétés de promotion immobilière mises en équivalence par Poste Immo.

Le BFR se dégrade conjoncturellement au cours du premier semestre, suite notamment aux variations de dettes sociales et fiscales. L'encaisse des bureaux de poste, qui avait joué positivement sur le premier semestre 2014 à hauteur de 115 millions d'euros, a été apportée pour une valeur de 633 millions d'euros à La Banque Postale au cours du second semestre 2014 et n'a plus d'incidence sur les flux de trésorerie 2015.

Le flux d'impôts de 222 millions d'euros payé à fin juin 2015 correspond :

- à l'impôt de 16 millions d'euros, constitué d'un décaissement global de 131 millions d'euros au titre de la liquidation 2014 et des acomptes 2015, partiellement compensé par 115 millions d'euros reçus de La Banque Postale dans le cadre du dispositif d'intégration fiscale ;
- au CICE imputé sur l'impôt qui génère un flux positif de 238 millions d'euros, dont 153 millions d'euros imputés sur la liquidation d'IS 2014 et 75 millions d'euros imputés sur les

acomptes d'IS 2015, conformément à la précision apportée à l'interprétation des textes par l'administration fiscale¹².

5.1.2 Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque

Les flux nets de décaissements au titre des investissements hors Banque s'élèvent à 370 millions d'euros à fin juin 2015, soit une consommation de trésorerie supérieure de 22 millions d'euros à celle de juin 2014 du fait d'opérations de croissance externe plus significatives.

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i> (en M€)	(en %)
Achats d'actifs incorporels et corporels	-312	-393	+81	-20,5 %
Achats d'actifs financiers	-8	-4	-4	+93,9 %
Cession d'actifs	37	55	-19	-33,4 %
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-86	-7	-79	n.s.
Cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	-1	1	-2	n.s.
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT HORS BANQUE	-370	-348	-22	+6,3 %

5.1.2.1 Achats d'actifs corporels et incorporels

Les achats d'actifs incorporels et corporels se répartissent par secteur comme indiqué ci-dessous :

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i> (en M€)	(en %)
Services - Courrier - Colis	-85	-87	+2	-2,6 %
GeoPost	-46	-97	+51	-53,0 %
Réseau La Poste	-14	-24	+10	-42,8 %
Numérique	-21	-16	-5	+33,1 %
Immobilier	-90	-103	+13	-12,9 %
Supports & Autres	-58	-67	+9	-13,3 %
Achat d'actifs incorporels et corporels	-312	-393	+81	-20,5 %

Les achats d'actifs corporels et incorporels sont en baisse par rapport à juin 2014 de 81 millions d'euros. Dans un contexte de maîtrise des dépenses du Groupe, la rationalisation des investissements du pôle Immobilier (13 millions d'euros) et une politique d'investissement ciblée

¹² BOI-BIC-RICI-10-150-30-10-20150204 n°10, publié le 04/02/2015 : « Remarque : En matière d'impôt sur les sociétés, les créances qui n'ont pas pu être imputées en totalité sur le solde de l'impôt peuvent s'imputer sur les acomptes d'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice suivant »

du Réseau (10 millions d'euros) et des Supports (9 millions d'euros), ainsi que le décalage de certains investissements de GeoPost sur le deuxième semestre (51 millions d'euros) ont très largement compensé la progression de 5 millions d'euros des investissements de la branche Numérique. Plus précisément, la tendance est la suivante pour chacun des secteurs du Groupe :

- La branche Services-Courrier-Colis affiche une baisse de 2 millions d'euros, à 85 millions d'euros avec :

Courrier maison mère : 60 millions d'euros, sur le premier semestre 2015, stable par rapport à juin 2014. Les acquisitions sont toujours principalement dédiées au système d'information ; ainsi les immobilisations incorporelles représentent près des deux tiers des investissements du semestre. Les développements informatiques internes qui représentent une part significative de ces investissements, ont principalement pour objectif d'optimiser la logistique (maintenance et transport), d'améliorer le suivi des plis et colis et le service clients et d'accompagner le développement des nouveaux services facteurs ;

Colis : 11 millions d'euros, en baisse de 4 millions d'euros. Cette diminution est notamment induite par un décalage sur les projets informatiques et sur le plan de révision du réseau d'infrastructure en Île-de-France, dans l'attente de la finalisation du plan de synergies avec le courrier ;

Filiales Courrier : 14 millions d'euros, en hausse de 2 millions d'euros par rapport à 2014, provenant principalement de développements sur des projets informatiques suite à la conquête de nouveaux clients et des aménagements de sites.

- GeoPost : 46 millions d'euros, avec une baisse de 51 millions d'euros notamment liée à la fin du cycle d'investissement majeur entrepris au UK en 2014, comprenant la création d'un nouveau hub à Birmingham et par un cadencement de projets différent de 2014 (investissements importants, notamment en Belgique, prévus sur le second semestre) ;
- Réseau : en baisse de 10 millions d'euros portant essentiellement sur les investissements d'exploitation et de maintenance en bureaux de poste ;
- Numérique : 21 millions d'euros, en hausse de 5 millions d'euros par rapport à juin 2014, dont 3 millions d'euros à la maison mère en partie liés au développement du site La Poste en ligne et 2 millions d'euros chez Docomo qui porte la construction du hub numérique ainsi que des développements pour le compte de ses clients, notamment dans le cadre de son activité d'élaboration de plateformes informatiques ;
- Immobilier : baisse de 13 millions d'euros, provenant essentiellement de la variation des fournisseurs d'immobilisation (en baisse de 14 millions d'euros par rapport à juin 2014) ;
- Supports et autres : baisse de 9 millions d'euros notamment liée aux retards de livraison de véhicules neufs subis aux cours du premier semestre.

Les achats d'actifs incorporels et corporels pour chacune des branches s'entendent y compris la variation des fournisseurs d'immobilisations et correspondent à un décaissement de trésorerie. Les locations financières ne sont pas prises en compte dans ce tableau, conformément à la norme IAS 7.

5.1.2.2 **Achats d'actifs financiers**

Les achats d'actifs financiers (dépôts de garantie et titres de participation) ne comprennent pas les « Placements de trésorerie à plus de 3 mois » (respectivement 616 millions d'euros et 563 millions d'euros à fin juin 2015 et fin décembre 2014) considérés majoritairement comme adossés à la dette obligataire et s'inscrivant dans le cadre de la gestion de trésorerie courante du Groupe. Ces derniers sont présentés en déduction de la dette nette¹³.

Les achats d'actifs financiers réalisés à fin juin 2015 sont de 8 millions d'euros. Ils sont inférieurs de 4 millions d'euros par rapport à fin juin 2014

5.1.2.3 **Acquisitions et croissance externe**

Les acquisitions à fin juin 2015, sous déduction de la trésorerie acquise, sont de 86 millions d'euros. Elles ont principalement été réalisées par GeoPost à hauteur de 85 millions qui a notamment procédé à l'acquisition de DPD Systemlogistik (consolidé dans DPD Allemagne) pour 58 millions d'euros, l'acquisition d'une nouvelle société en Australie (Worldlink) pour 6 millions d'euros, l'acquisition d'un Freight Forwarder anglais (Signet) pour 10 millions d'euros ainsi qu'à une prise de participation de 22% dans l'entité Stuart, acteur de livraison SameDay, pour un montant de 10 millions d'euros.

5.1.2.4 **Cessions d'actifs**

Les cessions d'actifs, à 37 millions d'euros, sont inférieures de 19 millions d'euros à celles du premier semestre 2014. Les cessions d'actifs recouvrent notamment les ventes de véhicules du Groupe (6 millions d'euros) et les cessions d'immeubles du parc immobilier de La Poste (23 millions d'euros).

5.1.3 **Variation de la dette nette**

La dette nette du Groupe diminue de 292 millions d'euros par rapport à la dette pro forma 2014, passant de 4 005 millions d'euros à 3 713 millions d'euros.

Outre un flux de trésorerie disponible excédentaire de 532 millions d'euros, en hausse de 264 millions d'euros par rapport à juin 2014, le Groupe a versé en 2015, 171 millions d'euros de dividendes aux actionnaires au titre du résultat 2014 et payé 24 millions d'euros d'intérêts financiers nets, en baisse de 3 millions d'euros par rapport à 2014.

Le flux net de trésorerie disponible à fin juin 2015 est de 337 millions d'euros. Il est supérieur de 268 millions d'euros au flux net de trésorerie disponible de 2014.

¹³ La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale, pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

(en millions d'euros)	2015.06	2014.06	Variation	
		pro forma	vs pro forma (en M€)	(en %)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	903	616	+287	+46,5 %
Flux de trésorerie des activités d'investissement	-370	-348	-22	+6,3 %
Flux de Trésorerie Disponible	532	268	+264	+98,7 %
Dividendes versés	-171	-171	+0	-0,0 %
Intérêts financiers nets versés	-24	-28	+3	-11,9 %
Flux net de trésorerie disponible	337	69	+268	n.s.
Augmentation de Capital	0	0	-0	-78,7 %
Incidence des variations de périmètre sur la dette brute	2	-1	+3	n.s.
Rachat d'intérêts minoritaires	-5	0	-5	-
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	10	-9	+19	n.s.
Augmentation des dettes de location financement	-4	-2	-1	+56,0 %
Variation des ICNE sur instruments financiers	-49	-48	-1	+1,4 %
Autres éléments	1	2	-1	-30,5 %
VARIATION DE LA DETTE NETTE (*)	292	10	+282	n.s.

(*) : "-" : augmentation / "+" : diminution

5.2 Variation de trésorerie

La trésorerie du Groupe La Poste est passée de 1 389 millions d'euros à fin 2014 pro forma, à 1 962 millions d'euros à fin juin 2015, soit une hausse de 572 millions d'euros qui s'explique principalement par :

- Un flux net de trésorerie disponible positif de 337 millions d'euros ;
- Une augmentation de la trésorerie provenant des emprunts pour un montant de 343 millions d'euros dont principalement:
 - ✓ 500 millions d'euros sur l'émission d'un emprunt obligataire d'une durée de 10 ans au taux de 1,125%, placés en OPCVM ;
 - ✓ - 135 millions d'euros provenant de la baisse de l'encours des billets de trésorerie (encours de 150 millions d'euros à fin juin 2015).
- Une variation des actifs financiers de gestion de trésorerie de -39 millions d'euros provenant principalement de :
 - ✓ L'arrivée à échéance de titres de créance négociables pour un montant de 150 millions d'euros ;
 - ✓ Du placement sous la forme de titres obligataires et de titres de créance négociables pour un montant de 200 millions d'euros.

- Une consommation de 51 millions d'euros au titre des flux de trésorerie intragroupe avec La Banque Postale dont :
 - ✓ Un placement net de 31 millions d'euros sous forme de compte rémunéré ouvert à La Banque Postale ;
 - ✓ Une diminution 23 millions d'euros de la dette vis-à-vis de La Banque Postale au titre de la position globale des « dettes / créances » intragroupe.

	2015.06	2014.06	Variation	
			<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Flux net de trésorerie disponible	337	69	+268	n.s.
Augmentation de Capital	0	0	-0	-78,7 %
Variation de trésorerie provenant des emprunts	343	-161	+504	n.s.
Variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	-39	-17	-22	n.s.
Autres flux des opérations liés aux opérations de financement	-18	149	-168	n.s.
Flux de trésorerie Intragroupe	-51	81	-132	n.s.
Autres éléments	0	2	-1	-72,2 %
Variation de la trésorerie	572	123	+450	n.s.
Trésorerie à l'ouverture	1 389	2 104	-714	-34,0 %
TRESORERIE A LA CLOTURE	1 962	2 227	-265	-11,9 %

5.3 Décomposition de l'endettement financier

5.3.1 Endettement brut

L'endettement brut du Groupe a progressé de 290 millions d'euros au cours du premier semestre 2015. Il est désormais de 7 295 millions d'euros.

Le détail de l'endettement brut du Groupe à fin juin 2015 et à fin décembre 2014 est donné ci-dessous :

(en millions d'euros)	2015.06	2014.12	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Obligations	6 454	5 995	+460	+7,7 %
Obligations Court terme	510	0	+510	-
Obligations Moyen et long terme	5 944	5 995	-51	-0,8 %
Bons La Poste	60	61	-1	-1,6 %
Bons La Poste Court terme	60	61	-1	-1,6 %
Bons La Poste Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Billets de trésorerie	150	285	-135	-47,4 %
Billets de trésorerie Court terme	150	285	-135	-47,4 %
Billets de trésorerie Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Dépôts et cautionnements recus	357	379	-23	-5,9 %
Dépôts et cautionnements recus Court terme	331	353	-23	-6,4 %
Dépôts et cautionnements recus Moyen Long terme	26	26	+0	+0,5 %
Interêts courus	161	128	+33	+25,5 %
Interêts courus	161	128	+33	+25,5 %
Autres	113	157	-43	-27,7 %
Autres Court terme	54	58	-4	-6,7 %
Autres Moyen Long terme	60	99	-40	-39,9 %
ENDETTEMENT BRUT	7 295	7 005	+290	+4,1 %
Endettement Brut Court terme	1 265	885	+380	+43,0 %
Endettement Brut Moyen Long terme	6 030	6 120	-90	-1,5 %

La dette obligataire brute de La Poste est constituée d'une dizaine d'emprunts à taux fixe d'origine, variabilisés pour certains dans le cadre de placements à taux variables, puis pour certains, refixisés en fonction des anticipations de remontée des taux.

Les principaux mouvements intervenus sur la dette brute au cours du premier semestre 2015 sont les suivants :

- La dette obligataire a augmenté en juste valeur de 460 millions d'euros au cours du premier semestre 2015, suite à l'émission d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros sur une durée de 10 ans et s'établit désormais à 6 454 millions d'euros ;
- Les billets de trésorerie sont en diminution de 135 millions d'euros : émission de billets de trésorerie pour un montant total de 235 millions d'euros et arrivée à échéance de 370 millions d'euros sur la même période ;

- Variation des intérêts courus non échus de 33 millions d'euros. Cette variation est conforme au cycle récurrent de versement des intérêts du Groupe.

Le coût moyen de la dette à 4 ans (2015 – 2018) s'établit à 2,75 % en 2015 (3,95 % avant gestion active).

5.3.2 Endettement net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2015.06	2014.12	Variation	
		<i>pro forma</i>	<i>vs pro forma</i>	
			(en M€)	(en %)
Dette brute à la clôture	7 295	7 005	+290	+4,1 %
Trésorerie	-1 962	-1 389	-573	+41,2 %
Autres éléments d'actif	-1 620	-1 610	-10	+0,6 %
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	+3 713	+4 005	-292	-7,3 %

L'endettement net du Groupe s'élève à 3 713 millions d'euros à fin juin 2015, en baisse de 292 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2014.

Les autres éléments d'actifs correspondent :

- Aux placements supérieurs à 3 mois, dont une partie des placements de trésorerie adossés à de futures échéances obligataires ; ils s'élèvent à 600 millions d'euros à fin juin 2015 ;
- Aux dérivés actifs associés à la dette dont la juste valeur s'élève à 324 millions d'euros à fin juin 2015 à laquelle il faut ajouter 11 millions d'euros de dépôts de garantie versés sur instruments financiers ;
- A la situation financière nette envers La Banque Postale, dont 300 millions d'euros de comptes à terme, 387 millions d'euros en comptes courants rémunérés et une dette nette vis-à-vis de La Banque Postale de 2 millions d'euros (solde « dettes/créances »).

5.4 Capitaux propres et structure financière

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2015.06	2014.12	Variation	
		pro forma	vs pro forma (en M€)	(en %)
Capitaux propres consolidés part du Groupe (ouverture)	9 113	8 615	+498	+5,8 %
Augmentation de capital	0	0	+0	-
Résultat net part du Groupe	424	513	-89	-17,4 %
Distribution de dividendes	-171	-171	-0	+0,0 %
Résultat latent sur instruments financiers	-146	275	-422	n.s.
Ecart de conversion	40	28	+12	+41,0 %
Ecart actuariels	63	-118	+181	n.s.
Autres éléments	112	-30	+143	n.s.
Capitaux Propres Part du Groupe	9 435	9 112	+323	+3,5 %
Intérêts minoritaires	278	270	+8	+3,1 %
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE (CLOTURE)	9 714	9 382	+331	+3,5 %

Les capitaux propres part du Groupe s'élevaient à 9 435 millions d'euros à fin juin 2015, soit une progression de 323 millions d'euros.

5.5 Notation financière

Dans le cadre de la révision des notations du secteur bancaire suite aux récentes évolutions réglementaires réduisant le soutien des Etats à leurs banques nationales, Fitch a révisé la note à long terme de La Banque Postale à A- assortie d'une perspective stable. La note à court terme a été confirmée à F1.

Les autres notations de La Poste et de La Banque Postale demeurent inchangées au 1^{er} semestre 2015.

5.5.1 Notation de La Poste

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Poste	Fitch Ratings	A+	F1	Stable	18 décembre 2014
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	24 octobre 2014

5.5.2 Notation de La Banque Postale

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Banque Postale	Fitch Ratings	A-	F1	Stable	21 mai 2015
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	24 octobre 2014

6. Perspectives et évènements post clôture

6.1 Perspectives

Le Groupe anticipe pour l'année 2015 une progression de son chiffre d'affaires de l'ordre de 3%, une hausse de son résultat d'exploitation et une amélioration sensible de la génération de trésorerie.

Le développement des activités, couplé aux augmentations tarifaires intervenues au 1^{er} janvier 2015 et aux efforts de maîtrise des charges et de réduction des coûts de structures expliquent l'amélioration attendue sur l'année, la baisse des volumes de courrier se poursuivant par ailleurs.

La poursuite des plans d'actions initiés depuis le premier semestre 2014, dans le cadre du plan stratégique du Groupe « La Poste 2020 : conquérir l'avenir », permettra de faire de l'exercice 2015 l'année du rebond. Le Groupe reste mobilisé face aux défis et aux enjeux pour respecter sa trajectoire moyen terme qui table sur un résultat d'exploitation supérieur à 1,9 milliards d'euros en 2020 et poursuivre la transformation de son modèle économique.

6.2 Evènements post clôture

Néant.

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES
AU 30 JUIN 2015**

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé	74
État du résultat global consolidé	75
Bilan consolidé	76
Variation des capitaux propres consolidés	78
Tableau des flux de trésorerie consolidés	81

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1 Évènements significatifs du semestre	82
NOTE 2 Règles et méthodes comptables	83
NOTE 3 Information sectorielle	86

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 Chiffre d'affaires des activités commerciales	88
NOTE 5 Produit net bancaire	88
NOTE 6 Achats et autres charges externes	89
NOTE 7 Charges de personnel et effectifs	89
NOTE 8 Autres charges et produits opérationnels	90
NOTE 9 Résultat financier	90
NOTE 10 Impôt sur le résultat	91

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 Écarts d'acquisition (goodwill)	92
NOTE 12 Immobilisations incorporelles et corporelles	93
NOTE 13 Participations dans les sociétés mises en équivalence	93
NOTE 14 Autres actifs des activités industrielles et commerciales	94
NOTE 15 Actifs financiers des activités bancaires	95
NOTE 16 Provisions pour risques et charges	96
NOTE 17 Emprunts obligataires et autres dettes financières	97
NOTE 18 Dette nette du Groupe	99
NOTE 19 Avantages du personnel	100
NOTE 20 Passifs financiers des activités bancaires	100
NOTE 21 Dettes fournisseurs et autres dettes	101

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 22 Informations complémentaires sur les instruments financiers	102
NOTE 23 Transactions avec les parties liées	107
NOTE 24 Engagements hors bilan et passifs éventuels	107
NOTE 25 Événements postérieurs à la clôture	107

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	NOTE	S1 2015	S1 2014 ^(a)	2014
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	8 537	8 126	16 503
Produit net bancaire	5	2 922	2 839	5 660
Produits opérationnels		11 459	10 965	22 163
Achats et autres charges	6	(3 806)	(3 488)	(7 448)
Charges de personnel	7	(6 351)	(6 274)	(12 556)
Impôts et taxes	8	(169)	(173)	(235)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(602)	(661)	(1 363)
Autres charges et produits opérationnels	8	85	54	158
Résultat des cessions d'actifs		(3)		(18)
Charges opérationnelles nettes		(10 844)	(10 542)	(21 462)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint		615	423	701
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	13	1	4	18
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint		616	427	719
Coût de l'endettement financier net		(63)	(85)	(157)
Autres éléments du résultat financier		(11)	(18)	(41)
Résultat financier	9	(74)	(102)	(198)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		542	324	521
Impôt sur le résultat	10	(217)	(103)	(182)
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	13	113	115	200
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		438	336	539
Part du Groupe		424	322	513
Part des minoritaires		14	14	27

(a) Comptes retraités en application d'IFRIC 21 (voir note 2.3).

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2015	S1 2014 ^(a)	2014
Résultat net de l'ensemble consolidé	438	336	539
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Éléments recyclables			
Variation des résultats latents sur instruments financiers	(158)	8	79
<i>Dont reclassement en résultat net de l'exercice</i>	(42)	(1)	(61)
Écart de conversion	40	16	29
<i>Dont reclassement en résultat net de l'exercice</i>			
Quote part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence	7	165	216
<i>Dont - variation des résultats latents sur instruments financiers de la CNP</i>	8	148	217
<i>- autres résultats latents sur instruments financiers</i>			
<i>- réserves de conversion</i>	(1)	17	(1)
Éléments non recyclables			
Écarts actuariels sur avantages du personnel	63	(47)	(118)
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	(48)	142	206
Résultat global	390	478	745
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	381	453	698
Résultat global part des minoritaires	10	25	47

(a) Comptes retraités en application d'IFRIC 21 (voir note 2.3).

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

(en millions d'euros)

	NOTE	30/06/2015	31/12/2014 ^(a)
Écarts d'acquisition	11	1 842	1 805
Immobilisations incorporelles	12	849	850
Immobilisations corporelles	12	5 783	5 880
Participations dans les sociétés mises en équivalence	13	3 063	3 075
Autres actifs financiers non courants	14	697	831
Impôts différés actifs		339	250
ACTIF NON COURANT		12 574	12 691
Actifs courants bancaires			
Prêts et créances sur la clientèle	15	72 265	67 857
Créances sur les établissements de crédit	15	83 179	83 315
Portefeuille de titres	15	53 047	52 541
Autres actifs financiers courants	15	1 828	1 521
Comptes de régularisation	15	1 067	998
Caisse, banque centrale	15	3 777	1 950
Autres actifs courants			
Stocks et en-cours	14	119	119
Créances clients et autres créances	14	3 292	3 303
Autres actifs financiers courants	14	594	383
Créance d'impôt sur les bénéfices		162	194
Autres comptes de régularisation - Actif		73	60
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	1 962	1 389
Actifs destinés à être cédés		33	29
ACTIF COURANT		221 399	213 658
TOTAL ACTIF		233 973	226 349

(a) Comptes retraités en application d'IFRIC 21 (voir note 2.3).

PASSIF

(en millions d'euros)

	NOTE	30/06/2015	31/12/2014 ^(a)
Capital social		3 800	3 800
Prime d'émission		900	900
Réserves		3 756	3 301
Résultat latent sur instruments financiers		742	888
Écarts actuariels sur avantages du personnel		(135)	(198)
Réserve de conversion		(52)	(92)
Résultat de l'exercice part du Groupe		424	513
Capitaux propres part du Groupe		9 435	9 112
Intérêts minoritaires		278	270
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		9 714	9 382
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17.1	6 030	6 120
Avantages du personnel - dette non courante	19	1 866	1 912
Provisions pour risques et charges non courantes	16.2	273	172
Impôts différés passifs		298	309
PASSIF NON COURANT		8 467	8 513
Provisions pour risques et charges courantes			
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	16.1	2 421	2 228
Provisions pour risques et charges courantes	16.2	555	585
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17.1	1 265	885
Passifs courants bancaires			
Dettes envers les établissements de crédit	20	17 284	15 157
Dettes envers la clientèle	20	172 934	167 251
Dettes représentées par un titre et autres passifs financiers	20	14 371	15 143
Comptes de régularisation	20	1 801	1 995
Autres passifs courants			
Dettes fournisseurs et autres dettes	21	4 171	4 282
État - Impôt sur les bénéfices		40	38
Avantages du personnel - dette courante	19	695	683
Autres comptes de régularisation - Passif		255	208
PASSIF COURANT		215 792	208 454
TOTAL PASSIF		233 973	226 349

(a) Comptes retraités en application d'IFRIC 21 (voir note 2.3).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2015

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Écarts actuariels sur avantages du personnel	Autres réserves	Total Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés retraités au 31 décembre 2014 ^(a)	3 800	900	513	(92)	635	253	(198)	3 301	9 112	270	9 382
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(11)	(182)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								(1)	(1)	(6)	(7)
Transactions avec intérêts minoritaires ^(b)								94	94	(4)	90
Affectation du résultat 2014			(342)					342			
Résultat global de la période			424	40	8	(154)	63		381	10	390
<i>Dont - Résultat net</i>			424						424	14	438
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				40	8	(154)	63		(43)	(5)	(48)
Autres ^(c)								20	20	20	40
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2015	3 800	900	424	(52)	642	100	(135)	3 756	9 435	278	9 714

(a) Comptes retraités en application d'IFRIC 21 (voir note 2.3).

(b) Dont effet de dilution de la participation dans La Banque Postale Asset Management pour 96 millions d'euros, suite à la prise de 25% du capital par Aegon Asset Management dans le cadre d'un partenariat dans la gestion d'actifs (voir note 1.3).

(c) Dont finalisation du bilan d'acquisition de Sofiap (acquise en 2014), générant un gain à l'ouverture de 24 millions d'euros.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2014

1^{er} semestre 2014

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Écarts actuariels sur avantages du personnel	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2013 retraités ^(a)	3 800	900	624	(120)	418	195	(80)	2 903	8 640	235	8 875
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(13)	(184)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								(56)	(56)	(28)	(84)
Affectation du résultat 2013			(453)					453			
Résultat global de la période			322	33	148	(3)	(47)		453	25	478
<i>Dont - Résultat net</i>			322						322	14	336
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				33	148	(3)	(47)		131	11	142
Autres								2	2	44	46
Capitaux propres consolidés au 30/06/2014 retraités ^(a)	3 800	900	322	(88)	566	192	(126)	3 302	8 868	263	9 131

(a) Comptes retraités en application d'IFRIC 21 (voir note 2.3).

Exercice 2014

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Écarts actuariels sur avantages du personnel	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2013 retraités ^(a)	3 800	900	624	(120)	418	195	(80)	2 903	8 640	235	8 875
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(15)	(186)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								(56)	(56)	(32)	(89)
Rachat d'intérêts minoritaires								2	2	(6)	(5)
Affectation du résultat 2013			(453)					453			
Résultat global de la période			513	28	217	58	(118)		698	47	772
<i>Dont - Résultat net</i>			513						513	27	539
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				28	217	58	(118)		186	21	206
Autres								(1)	(1)	43	42
Capitaux propres consolidés au 31/12/2014 retraités ^(a)	3 800	900	513	(92)	635	253	(198)	3 301	9 112	270	9 382

(a) Comptes retraités en application d'IFRIC 21 (voir note 2.3).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	S1 2015			S1 2014 ^(a)			2014 ^(a)		
	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale
<i>(en millions d'euros)</i>									
Excédent brut d'exploitation	1 490	629	861	1 246	431	814	2 554	944	1 610
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(98)	5	(103)	(164)	(9)	(155)	(261)	(38)	(223)
Produits et charges financières divers				1	1				
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 392	633	759	1 082	423	659	2 292	906	1 387
Variation du besoin en fonds de roulement	(136)	(117)	(19)	(157)	(257)	101	(12)	(152)	140
Variation de l'encaisse des bureaux de poste				115	115		(21)	(21)	
CICE de la période (hors provisions)	(172)	(171)	(1)	(179)	(178)	(1)	(349)	(346)	(2)
Variation du solde des emplois et ressources bancaires	1 327		1 327	(1 289)		(1 289)	(2 397)		(2 397)
Impôts payés	72	222	(150)	99	249	(150)	(74)	305	(378)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		305	(305)		261	(261)		325	(325)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	137	31	106	111	4	106	122	15	106
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	2 621	903	1 718	(218)	616	(835)	(438)	1 030	(1 469)
Achat d'actifs incorporels et corporels	(394)	(312)	(82)	(460)	(393)	(67)	(1 052)	(844)	(208)
Achat d'actifs financiers	(29)	(8)	(21)	(6)	(4)	(2)	(17)	(16)	(1)
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	32	32		47	47		120	120	
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	6	5		9	8	1	16	16	
Incidences des variations de périmètre	(87)	(87)		(44)	(7)	(38)	(194)	(156)	(38)
Variations des actifs financiers de placement de la trésorerie	(39)	(39)		(17)	(17)		86	86	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(512)	(410)	(102)	(471)	(366)	(105)	(1 040)	(794)	(246)
Augmentation de capital				8		8	8		8
Dividendes versés	(181)	(171)	(10)	(171)	(171)		(186)	(174)	(12)
Intérêts financiers versés	(24)	(24)		(28)	(28)		(150)	(150)	
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	735	735		1 051	301	750	1 541	791	750
Remboursements des emprunts	(392)	(392)		(462)	(462)		(830)	(830)	
Rachat d'intérêts minoritaires	(5)	(5)					(3)	(3)	
Autres flux liés aux opérations de financement	96	(18)	114	150	150		(9)	(9)	
Flux intragroupe		(51)	51		80	(80)		(581)	581
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	229	74	155	548	(130)	678	372	(955)	1 327
Diminution (augmentation) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des variations de périmètre et hors transfert de l'encaisse des bureaux	(1 771)		(1 771)	262		262	388		388
Incidence des variations des cours des devises	5	5		1	1		4	4	
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie ^(b)	572	572		122	122		(715)	(715)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture ^(b)	1 389	1 389		2 104	2 104		2 105	2 105	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture ^(b)	1 962	1 962		2 227	2 227		1 389	1 389	

(a) Comptes retraités en application d'IFRIC 21 (voir note 2.3)

(b) Hors encaisse des bureaux de poste.

GÉNÉRALITÉS

Les données comparatives 2014 présentées dans les notes annexes ont été retraitées de la première application de l'interprétation IFRIC 21. Le détail de ces retraitements figure en note 2.3.

NOTE 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Regroupement des sièges du Groupe
- 1.2 Émission d'un emprunt obligataire
- 1.3 Principales évolutions du périmètre de consolidation

1.1 Regroupement des sièges du Groupe

Lors du Conseil d'administration du 24 février 2015, La Poste a annoncé le lancement du projet de regroupement à Issy-les-Moulineaux des sièges du Groupe et des branches. Ce projet a pour objectif d'améliorer la coordination et la performance des fonctions sièges et supports.

La mise en œuvre de ce projet occasionnera des coûts liés notamment à des périodes de vacance sur des locaux faisant l'objet de baux non résiliables, et à des frais de remise en état de certains sites, pour un montant estimé à 34 millions d'euros. Ces coûts ont fait l'objet d'une provision au 30 juin 2015.

1.2 Émission d'un emprunt obligataire

La Poste a émis le 26 mai 2015 un emprunt obligataire d'un montant de 500 millions d'euros d'une durée de 10 ans (voir note 17.2).

1.3 Principales évolutions du périmètre de consolidation

Acquisition de DPD Systemlogistik

GeoPost a acquis au cours du premier semestre 2015 l'entité DPD Systemlogistik, un franchisé du réseau DPD Allemagne opérant essentiellement en Bavière. La société sera consolidée à partir du second semestre de l'exercice.

Prise de participation d'Aegon Asset Management dans La Banque Postale Asset Management

La Banque Postale et Aegon Asset Management (Aegon AM) ont finalisé le 3 juin 2015 un accord de partenariat capitalistique et industriel dans la gestion d'actifs.

Dans le cadre de cet accord, Aegon AM a pris une participation de 25% dans La Banque Postale Asset Management (LBPAM) pour 117 millions d'euros, générant un impact de 96 millions d'euros dans les capitaux propres du Groupe.

Compte de résultat à périmètre et change constants

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de la période comparative au taux moyen de la période en cours.

	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
	S1 2015	S1 2014 Proforma	S1 2015	S1 2014 Proforma
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires et PNB	11 459	10 965	11 364	11 031
Achats et autres charges	(3 806)	(3 488)	(3 735)	(3 529)
Charges de personnel	(6 351)	(6 274)	(6 335)	(6 289)
Impôts et taxes	(169)	(173)	(168)	(173)
Amortissements et provisions	(602)	(661)	(598)	(662)
Autres charges et produits opérationnels courants	85	54	86	54
Résultat avant impôt des cessions d'actifs	(3)		(2)	
Charges opérationnelles nettes	(10 844)	(10 542)	(10 754)	(10 599)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	615	423	610	431
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	1	4	2	3
RÉSULTAT D'EXPLOITATION APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	616	427	612	434

NOTE 2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 2.1 Référentiel comptable
- 2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations
- 2.3 Première application de l'interprétation IFRIC 21

La Poste, société mère du Groupe La Poste (« Le Groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 44 boulevard de Vaugirard à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe La Poste au 30 juin 2015 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 30 juillet 2015).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2015 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2015 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2014.

À l'exception des éléments décrits au paragraphe 2.1.1 ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2015 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2014. Ces principes sont exposés en note 2 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2014.

2.1.1 Normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2015

IFRIC 21 – Taxes

IFRIC 21 est une interprétation de la norme IAS 37 – *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, qui précise les modalités de comptabilisation des droits et taxes prélevés par une autorité publique. Les impacts de la première application de ce texte sont présentés dans la note 2.3.

Améliorations annuelles 2011-2013

Ce texte n'a pas eu d'impact sur les comptes du Groupe au 30 juin 2015.

2.1.2 Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2015 et non appliquées par anticipation

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2015.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- Le calcul des engagements envers le personnel
- L'estimation des provisions pour risques et charges, notamment la provision Épargne Logement
- Les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés
- Les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit
- Les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place

2.3 Première application de l'interprétation IFRIC 21

L'interprétation IFRIC 21 - *taxes* a été publiée par l'IASB en mai 2013 et adoptée par l'Union européenne en juin 2014. Elle est d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2015 pour Le Groupe La Poste.

IFRIC 21 apporte des précisions à la norme IAS 37 sur les modalités de comptabilisation de la dette relative aux droits et taxes, qui ne sont pas des impôts sur les résultats, prélevés par une autorité publique. Ces taxes doivent être comptabilisées lorsque le fait déclenchant l'exigibilité selon la loi se produit.

En particulier, les taxes dont l'exigibilité est déclenchée par le fait d'être en activité, ou d'être propriétaire du bien taxé, à une date donnée, doivent être comptabilisées en intégralité à cette date.

L'analyse des droits et taxes existants au sein du Groupe a conduit à modifier les modalités de comptabilisation pour trois taxes : la Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), la taxe foncière, et la taxe bancaire de risque systémique. Celles-ci sont dorénavant comptabilisées en intégralité au 1^{er} janvier de l'exercice d'exigibilité, alors qu'elles étaient auparavant étalées linéairement sur l'exercice.

Par ailleurs, la C3S était précédemment comptabilisée lors de l'exercice pendant lequel le chiffre d'affaires, assiette de la taxe, était réalisé. Elle est maintenant comptabilisée au 1^{er} janvier de l'exercice où elle devient exigible, sur la base du chiffre d'affaires réalisé lors de

l'exercice précédent. Ce changement a conduit à comptabiliser un impact en capitaux propres aux 1^{er} janvier 2014 et 2015, correspondant à l'annulation des charges à payer précédemment comptabilisées.

DONNEES RETRAITEES

Les tableaux de passage suivants sont présentés ci-après :

- Effets de la première application d'IFRIC 21 sur le compte de résultat au 1^{er} semestre 2014
- Effets de la première application d'IFRIC 21 sur le bilan au 31 décembre 2014
- Effets de la première application d'IFRIC 21 sur le tableau des flux de trésorerie au 1^{er} semestre 2014

IMPACT DE LA PREMIERE APPLICATION D'IFRIC 21 SUR LE COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT DU 1^{ER} SEMESTRE 2014

(en millions d'euros)	S1 2014 Publié	Impact IFRIC 21	Autres ^(a)	S1 2014 Retraité
Chiffres d'affaires des activités commerciales	8 126			8 126
Produit net bancaire	2 847		(8)	2 839
Produits opérationnels	10 973		(8)	10 965
Achats et autres charges	(3 488)			(3 488)
Charges de personnel	(6 274)			(6 274)
Impôts et taxes	(132)	(51)	10	(173)
Amortissements, provisions, dépréciations et pertes de valeur	(651)		(10)	(661)
Autres charges et produits opérationnels	54			54
Résultat des cessions d'actifs				
Charges opérationnelles nettes	(10 491)	(51)		(10 542)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	482	(51)	(8)	423
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	4			4
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	485	(51)	(8)	427
Résultat financier	(102)			(102)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	383	(51)	(8)	324
Impôt sur le résultat	(126)	19	3	(103)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	115			115
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	372	(32)	(5)	336
Résultat net - Part du groupe	355	(32)	(2)	322
Résultat net - Part des minoritaires	17		(3)	14
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	514	(32)	(5)	478

(a) Amortissement de l'actif correspondant à la valorisation des contrats en stock, comptabilisé dans le bilan d'ouverture de LBP Prévoyance, suite à la première application d'IFRS 10 en 2014 (voir note 3.1.1. des états financiers consolidés au 31 décembre 2014), et reclassement de charges.

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2014

L'application d'IFRIC 21 n'a pas d'impact significatif sur le compte de résultat annuel de l'exercice 2014.

IMPACT DE LA PREMIERE APPLICATION D'IFRIC 21 SUR LE BILAN

BILAN AU 31 DECEMBRE 2014

(en millions d'euros)	31/12/2014 Publié	Impact IFRIC 21	31/12/2014 Retraité
Impôts différés actifs	264	(15)	250
Autres actifs non courants	12 442		12 442
ACTIF NON COURANT	12 706	(15)	12 691
ACTIF COURANT	213 658		213 658
TOTAL ACTIF	226 364	(15)	226 349
Capitaux propres part du groupe	9 088	24	9 112
Intérêts minoritaires	270		270
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	9 358	25	9 382
PASSIF NON COURANT	8 513		8 513
Dettes fournisseurs et autres dettes	4 321	(39)	4 282
Autres passifs courants	204 173		204 173
PASSIF COURANT	208 494	(39)	208 454
TOTAL PASSIF	226 364	(15)	226 349

L'impact de l'application d'IFRIC 21 au 1^{er} janvier 2014 est sensiblement le même qu'au 31 décembre 2014.

IMPACT DE LA PREMIERE APPLICATION D'IFRIC 21 SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE 1^{ER} SEMESTRE 2014

(en millions d'euros)	S1 2014 publié					S1 2014 retraité		
	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Impact IFRIC 21	Autres	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale
Excédent brut d'exploitation	1 294	464	830	(51)	2	1 246	431	814
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 141	456	685	(51)	(8)	1 082	423	659
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(218)	616	(835)			(218)	616	(835)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(471)	(366)	(105)			(471)	(366)	(105)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	548	(130)	678			548	(130)	678
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	122	122				122	122	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 104	2 104				2 104	2 104	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 227	2 227				2 227	2 227	

L'application d'IFRIC 21 n'a pas eu d'impact sur le tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2014.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2014.

1^{ER} SEMESTRE 2015

(en millions d'euros)	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numéri- que	Réseau La Poste	Immobi- lier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Élimina- tions	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 621	2 659	2 922	234	17	4				11 459
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	136	33	7	44	2 031	410	332		(2 993)	
Produits opérationnels	5 757	2 693	2 929	278	2 049	414	332		(2 993)	11 459
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	507	170	468	(9)	(35)	3	(159)	(331)		615
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	1	1			(2)	1				1
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	508	171	468	(9)	(37)	4	(159)	(331)		616
Résultat financier								(74)		(74)
Impôt sur le résultat								(217)		(217)
Quote part de résultat des autres MEE		2	111	(1)		1				113
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE										438
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(115)	(57)	(185)	(11)	(31)	(120)	(81)			(602)
Actifs sectoriels	2 739	3 788	219 610	573	228	3 656	8 246	(4 866)		233 973

1^{ER} SEMESTRE 2014

(en millions d'euros)	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numéri- que	Réseau La Poste	Immobi- lier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Élimina- tions	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 593	2 275	2 839	243	12	4				10 965
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	131	36	7	22	2 076	417	330		(3 020)	
Produits opérationnels	5 724	2 311	2 847	265	2 088	420	330		(3 020)	10 965
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	308	124	439	(13)	(22)	14	(111)	(314)		423
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	1	3			(3)	3				4
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	308	127	439	(13)	(25)	17	(111)	(314)		427
Résultat financier								(102)		(102)
Impôt sur le résultat								(103)		(103)
Quote part de résultat des autres MEE			114			1				115
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE										336
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(130)	(100)	(188)	(18)	(35)	(126)	(64)			(661)
Actifs sectoriels	2 724	3 269	209 861	505	627	3 874	8 700		(4 951)	224 609

EXERCICE 2014

(en millions d'euros)	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numéri- que	Réseau La Poste	Immobi- lier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Élimina- tions	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	11 131	4 847	5 660	487	27	11				22 163
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	257	74	13	46	4 238	833	668		(6 128)	
Produits opérationnels	11 388	4 921	5 673	533	4 265	843	668		(6 128)	22 163
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	417	276	842	(62)	34	49	(160)	(694)		701
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	2	8			(3)	10				18
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	419	284	842	(62)	31	60	(160)	(694)		719
Résultat financier								(198)		(198)
Impôt sur le résultat								(182)		(182)
Quote part de résultat des autres MEE		1	199	(1)		2				200
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										539
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(292)	(188)	(399)	(63)	(77)	(252)	(92)			(1 363)
Actifs sectoriels	2 751	3 627	212 597	501	163	3 909	8 062		(5 261)	226 349

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)	S1 2015	S1 2014	2014
Chiffre d'affaires Services-Courrier-Colis	5 621	5 593	11 131
Correspondance et autres produits et services La Poste	3 456	3 392	6 683
Courrier publicitaire	587	639	1 286
Presse ^(a)	283	292	581
Produits et services des filiales (courrier national)	224	218	428
Courrier international	308	300	595
Colis	764	751	1 558
Chiffre d'affaires GeoPost	2 659	2 275	4 847
Zone France	629	558	1 183
Zone Étranger	2 030	1 717	3 664
Chiffre d'affaires Numérique	234	243	487
Chiffre d'affaires Réseau La Poste ^(b)	17	12	27
Chiffre d'affaires Immobilier ^(c)	4	4	11
TOTAL	8 537	8 126	16 503

(a) Le chiffre d'affaires « Presse » comprend la rémunération contractuelle versée par l'État en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse ainsi que la rémunération des opérateurs de presse.

(b) Le chiffre d'affaires Réseau La Poste comprend les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

(c) Le chiffre d'affaires Immobilier correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

(en millions d'euros)	S1 2015	S1 2014	2014
Intérêts et produits assimilés	2 563	2 686	5 245
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	741	881	1 668
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	1 122	1 070	2 203
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance, et opérations de couverture	701	734	1 374
Intérêts et charges assimilées	(992)	(1 066)	(2 052)
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	3	(12)	(22)
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	(854)	(920)	(1 814)
Intérêts sur dettes représentées par un titre et opérations de couverture	(141)	(133)	(217)
Produits de commissions	1 232	1 147	2 384
Charges de commissions	(133)	(135)	(280)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat	4	15	19
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	134	119	169
Marge des activités d'assurance	115	96	212
Produits et charges des autres activités	(1)	(24)	(38)
TOTAL	2 922	2 839	5 660

NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2015	S1 2014	2014
Services extérieurs et sous-traitance générale	739	688	1 552
Achats	252	250	550
Sous-traitance transport	1 866	1 629	3 338
Prestations du courrier international	95	89	178
Locations	369	348	754
Entretiens et réparations	194	185	408
Frais de télécommunications	68	62	148
Déplacements, missions	87	92	187
Autres charges	138	144	332
TOTAL	3 806	3 488	7 448

NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

- 7.1 Charges de personnel
- 7.2 Effectifs

7.1 Charges de personnel

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	S1 2015	S1 2014	2014
Salaires, traitements, primes et indemnités	4 398	4 381	8 673
Cotisations retraites	635	665	1 311
Autres charges sociales	910	916	1 808
Prestations d'actions sociales	104	103	218
Produit CICE	(172)	(179)	(349)
Variation des provisions postérieures à l'emploi	2	(2)	13
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel	59	12	18
Variation des autres provisions sur le personnel	12	(33)	74
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	403	411	790
TOTAL	6 351	6 274	12 556

La ligne « **Cotisations retraites** » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Depuis la mise en place en 2006

du nouveau dispositif de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

7.2 Effectifs

L'effectif moyen du Groupe évolue de la façon suivante :

(en équivalent agent / année)	S1 2015	S1 2014	2014
Effectif moyen	252 793	257 870	257 890

NOTE 8 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2015	S1 2014	2014
Impôts locaux	(98)	(96)	(150)
Autres impôts et taxes	(71)	(77)	(85)
IMPÔTS ET TAXES	(169)	(173)	(235)
Amortissements nets	(475)	(481)	(983)
Perte de valeur sur écarts d'acquisition			(8)
Pertes de valeur sur immobilisations	(11)	(20)	(28)
Pertes de valeur sur actif circulant	15	(3)	(20)
Pertes sur créances irrécouvrables	(11)	(6)	(18)
Provisions pour risques et charges	(47)	(78)	(144)
Coût du risque des activités bancaires	(73)	(72)	(163)
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(602)	(661)	(1 363)
Production immobilisée	76	34	127
Redevances	(12)	(10)	(19)
Autres produits et charges opérationnels courants	21	31	50
AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS	85	54	158

La production immobilisée concerne principalement des coûts de développement informatique comptabilisés en immobilisations incorporelles.

NOTE 9 RESULTAT FINANCIER

- 9.1 Coût de l'endettement financier net
- 9.2 Autres éléments financiers

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2015	S1 2014	2014
Charges d'intérêts sur opérations de financement ^(a)	(85)	(91)	(181)
Variation de la juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette ^(b)	11	(8)	(4)
Produits de trésorerie ^(c)	10	14	28
TOTAL	(63)	(85)	(157)

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette.

(b) Y compris couverture de juste valeur sur emprunts.

(c) Y compris variation de juste valeur sur actifs financiers de placement.

L'évaluation au 30 juin 2015 de la dette obligataire comptabilisée en juste valeur par résultat sur option tient compte de la variation du coût du risque de crédit propre constatée sur le premier semestre 2015. Cette variation génère un effet positif sur le résultat financier au 30 juin 2015 de 1,6 millions d'euros.

Cette variation du coût du risque de crédit avait généré un effet négatif sur le résultat financier de 15 millions d'euros au 30 juin 2014 et de 25 millions d'euros au 31 décembre 2014.

9.2 Autres éléments financiers

Les autres éléments du résultat financier comprennent essentiellement la charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel (12 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015, 19 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014 et 44 millions d'euros pour l'année 2014).

NOTE 10 IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2015	S1 2014	2014
(Charge) d'impôt courant	(217)	(172)	(262)
(Charge) / produit d'impôt différé	1	68	80
(CHARGE) / PRODUIT TOTAL D'IMPÔT	(217)	(103)	(182)

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

<i>(en millions d'euros)</i>			
UGT	Secteur	30/06/2015	31/12/2014
DPD Europe continentale	GeoPost	583	579
Exapaq	GeoPost	334	334
GeoPost Espagne	GeoPost	264	262
GeoPost UK	GeoPost	153	139
Numérique	Numérique	144	146
La Banque Postale Prévoyance	La Banque Postale	94	94
Mediapost	Services-Courrier-Colis	55	53
DPD Laser Finance	GeoPost	41	40
Viapost	Services-Courrier-Colis	39	39
Tigers	GeoPost	48	34
Groupe Tocqueville	La Banque Postale	28	28
WnDirect	GeoPost	24	22
Autres sociétés GeoPost	GeoPost	28	27
Autres sociétés bancaires	La Banque Postale	8	8
TOTAL		1 842	1 805
Services-Courrier-Colis		94	92
GeoPost		1 474	1 437
La Banque Postale		130	130
Numérique		144	146

Évolution des écarts d'acquisition

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2015	2014
Solde en début de période	1 805	1 626
<i>dont : Valeur brute</i>	1 948	1 761
<i>Dépréciation</i>	(143)	(134)
Acquisitions ^(a)	13	174
Reclassements et autres	2	2
Écarts de conversion	23	11
Pertes de valeur		(8)
SOLDE EN FIN DE PÉRIODE	1 842	1 805
<i>dont : Valeur brute</i>	1 977	1 948
<i>Dépréciation</i>	(135)	(143)

(a) Dont principalement en 2015 Tigers WDM Australie pour 12 millions d'euros.

Pertes de valeur

Le Groupe La Poste procède à un test de perte de valeur de ses écarts d'acquisition, sur une base annuelle ou plus fréquente si des événements ou des changements indiquent qu'ils ont pu perdre de la valeur. Ces tests sont réalisés selon la procédure

décrite en note 15.3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2014.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au 1^{er} semestre 2015.

NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2014	2 590	11 842	14 431
Acquisitions	131	258	389
Cessions	(3)	(122)	(124)
Variations de périmètre		6	6
Transferts	(1)	(5)	(6)
Ecarts de conversion	2	43	45
SOLDE AU 30/06/2015	2 718	12 022	14 740
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2014	(1 740)	(5 962)	(7 701)
Amortissement de la période	(130)	(345)	(475)
Pertes de valeur		(11)	(11)
Reprises sur cessions	2	95	97
Variations de périmètre		(4)	(4)
Transferts		3	3
Ecarts de conversion	(1)	(15)	(16)
SOLDE AU 30/06/2015	(1 869)	(6 238)	(8 107)
VALEURS NETTES			
au 31/12/2014	850	5 880	6 730
AU 30/06/2015	849	5 783	6 632
DONT LOCATION FINANCEMENT			
AU 31/12/2014		79	
AU 30/06/2015		77	

NOTE 13 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	CNP Assurances	OPCI Akatea	Yurtici Kargo	ASENDIA	Autres	TOTAL	Entreprise à situation nette négative ^(a)
Nature du contrôle	<i>Entreprise associée</i>	<i>Entreprise associée</i>	<i>Entreprise associée</i>	<i>Contrôle conjoint</i>			<i>La Poste Mobile</i>
Solde au 31/12/2014	2 830	30	32	51	133	3 075	(37)
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	111	1	1	1	2	116	(2)
Distributions de dividendes	(106)		(2)		(31)	(140)	
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers et titres AFS	12				1	13	
Variations de périmètre	(6)					(6)	
Augmentations de capital					(1)	(1)	
Transferts et reclassements				2	17	19	
Ecarts de conversion	(17)		(2)		5	(13)	
SOLDE AU 30/06/2015	2 823	31	29	53	126	3 063	(39)

(a) Comptabilisé en « Autres provisions pour risques et charges » (voir note 16.2).

NOTE 14 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2015		31/12/2014	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets ^(a)		264		151
Instruments financiers dérivés	58	266	64	325
Actifs financiers de placement de la trésorerie	500	100	273	290
Autres actifs financiers nets	36	68	46	66
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	594	697	383	831
Stocks de matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements	91		90	
Stocks de produits finis et intermédiaires et encours	28		29	
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	119		119	
Créances clients et comptes rattachés nets	1 937		1 918	
Créances sur opérations du courrier international	578		518	
Créances de CICE	475		543	
Autres créances	302		324	
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	3 292		3 303	
Équivalents de trésorerie	1 743		1 166	
Caisse et disponibilités	219		224	
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 962		1 389	

(a) Dont, au 30 juin 2015, 58 millions d'euros de titres de la société DPD Systemlogistik (voir note 1.3), et 20 millions d'euros pour l'acquisition complémentaire de 45% des titres Ciloger. Ces deux sociétés seront consolidées au 2^{ème} semestre 2015.

Actifs financiers de placement de la trésorerie

Ce sont des actifs acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie, dont l'échéance à l'origine est supérieure à 3 mois. Ces actifs financiers se composent essentiellement de titres obligataires (500 millions d'euros au 30 juin 2015, 413 millions d'euros au 31 décembre 2014) et de comptes à terme débloqués à plus de trois mois (100 millions d'euros au 30 juin 2015). Au 31 décembre 2014, ces actifs financiers comprenaient également des titres de créances négociables pour un montant de 150 millions d'euros.

Instruments financiers dérivés

La ligne « Instruments financiers dérivés » correspond pour l'essentiel, à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Un détail des instruments dérivés liés à la dette obligataire figure en note 17.3.

NOTE 15 ACTIFS FINANCIERS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Prêts et créances sur la clientèle à vue	846	838
Prêts et créances sur la clientèle à terme	68 399	64 699
<i>dont crédits à l'habitat (y compris créances douteuses)</i>	<i>54 319</i>	<i>53 631</i>
Opérations de location financement	1 504	951
Titres assimilés aux prêts et créances avec la clientèle	1 516	1 369
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	72 265	67 857
Comptes et prêts sur établissements de crédits à vue	275	200
Comptes et prêts sur établissements de crédits à terme	81 867	81 174
Titres assimilés aux prêts et créances sur établissement de crédit	1 037	1 941
TOTAL CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	83 179	83 315
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	26 062	28 297
<i>dont effets publics et assimilés</i>	<i>23 709</i>	<i>25 921</i>
Actifs financiers disponibles à la vente	13 169	12 984
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	13 635	11 029
<i>dont actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	<i>12 115</i>	<i>9 377</i>
<i>dont instruments dérivés</i>	<i>1 520</i>	<i>1 652</i>
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	181	231
TOTAL PORTEFEUILLE DE TITRES DES ACTIVITÉS BANCAIRES	53 047	52 541
AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS DES ACTIVITÉS BANCAIRES	1 828	1 521
COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF DES ACTIVITÉS BANCAIRES	1 067	998
Banques centrales	3 083	944
Caisse et autres	694	1 006
TOTAL CAISSE, BANQUE CENTRALE DES ACTIVITÉS BANCAIRES	3 777	1 950

NOTE 16 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- 16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance
16.2 Autres provisions pour risques et charges

16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance

Au 30 juin 2015, les provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance, classées dans les provisions pour risques et charges courantes, se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Risque Epargne Logement	Provisions techniques d'assurance	TOTAL
Solde au 31/12/2014	440	1 787	2 228
Dotations de la période	70	1 530	1 600
Reprises pour utilisation		(1 394)	(1 394)
Autres mouvements		(13)	(13)
SOLDE AU 30/06/2015	511	1 910	2 421

16.2 Autres provisions pour risques et charges

Au 30 juin 2015, les autres provisions pour risques et charges se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
Provisions non courantes	63	19	90	172
Provisions courantes	53	86	446	585
Solde au 31/12/2014	115	105	536	757
Dotations de la période	66	45	69	180
Reprises pour utilisation	(13)	(12)	(75)	(100)
Reprises de provisions devenues sans objet	(6)	(3)		(9)
Actualisation				
Autres mouvements			1	1
Provisions non courantes	107	39	128	273
Provisions courantes	56	96	404	555
SOLDE AU 30/06/2015	162	135	531	829

Les autres provisions comprennent divers risques liés à l'activité opérationnelle du Groupe, ainsi que les coûts provisionnés au titre du regroupement des sièges du Groupe (voir note 1.1).

NOTE 17 **EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIÈRES**

- 17.1 Détail des dettes financières
 17.2 Emprunts obligataires
 17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

17.1 **Détail des dettes financières**

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015		31/12/2014	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
Dettes financières au coût amorti	569	3 962	730	3 482
Emprunts obligataires		3 875		3 380
Location financement	12	41	12	46
Bons La Poste	60		61	
Billets de trésorerie	150		285	
Concours bancaires courants	12		13	
Dépôts et cautionnements reçus	331	26	353	26
Autres emprunts au coût amorti	5	19	7	30
Emprunts obligataires en juste valeur sur option		2 069		2 096
Emprunts obligataires en couverture de juste valeur	510			518
Instruments dérivés passifs liés à la dette obligataire	13		22	15
Autres dérivés	11		4	8
Intérêts courus non échus sur emprunts	160		128	
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme (non courant)		6 030		6 120
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme (courant)	1 265		885	
TOTAL COURANT ET NON COURANT	7 295		7 005	

17.2 **Emprunts obligataires**

La dette obligataire, hors intérêts non échus, a évolué de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur	Emprunts couverts	Total
Solde au 31/12/2014	3 380	2 096	518	5 995
Nouveaux emprunts	500			500
Remboursements				
Prime et frais d'émission	(4)			(4)
Variation du risque de crédit		(2)		(2)
Autres variations		(26)	(8)	(34)
SOLDE AU 30/06/2015	3 875	2 069	510	6 454

La Poste a émis un emprunt obligataire de 500 millions d'euros le 26 mai 2015, au taux fixe de 1,125 % sur une durée de 10 ans (échéance juin 2025).

17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

<i>(en millions d'euros)</i>	Juste valeur au 30/06/2015		Juste valeur au 31/12/2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable	306		350	15
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe		13		22
TOTAL	306	13	350	37
Dérivés de couverture				
Couverture de juste valeur	18		38	
TOTAL DÉRIVÉS LIÉS À LA DETTE OBLIGATAIRE	324	13	388	37
Autres				
Instruments dérivés sur fonds dédiés		11		13
TOTAL DÉRIVÉS HORS ACTIVITES BANCAIRES	324	25	388	50
Réserves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie		7		8

NOTE 18 DETTE NETTE DU GROUPE

- 18.1 Situation de la dette nette du Groupe
18.2 Évolution de la dette nette du Groupe

18.1 Situation de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Note	30/06/2015	31/12/2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	14	1 962	1 389
Dérivés actifs associés à la dette	14	324	388
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine	14	600	563
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif		11	25
Créance financière nette envers La Banque Postale		685	634
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		3 582	2 999
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17	6 030	6 120
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17	1 265	885
Dettes brutes (2)		7 295	7 005
DETTE NETTE (2)-(1)		3 713	4 005
Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 juin 2015		(292)	

18.2 Évolution de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Renvois	S1 2015	S1 2014
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT^(a)	903	616
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(410)	(366)
Neutralisation de la variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	TFT	39	17
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie^(b)		(370)	(348)
Dividendes versés aux actionnaires de La Poste		(171)	(171)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT	(5)	
Charge nette d'intérêts financiers		(73)	(76)
Variation de juste valeur des instruments financiers		10	(9)
Incidence des variations de périmètre sur la dette brute		3	(1)
Augmentation des dettes de location financement		(4)	(2)
Autres éléments ^(c)			1
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		(240)	(258)
DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE NETTE DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER		292	10
Dette nette à l'ouverture		(4 005)	(3 805)
Dette nette à la clôture		(3 713)	(3 795)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Hors banque » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du TFT par l'exclusion de la « variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

(c) La ligne « Autres éléments » comprend notamment l'incidence de la variation des devises sur la dette nette, les dividendes versés aux intérêts minoritaires et l'incidence des filiales destinées à être cédées.

NOTE 19 AVANTAGES DU PERSONNEL

Les provisions pour avantages du personnel ont évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2015 :

(en millions d'euros)	31/12/2014						30/06/2015	
	Courant	Non courant	Augmentation	Diminution pour utilisation	Coût financier net	Autres variations	Courant	Non courant
Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	17	493	3	(9)	5	(46)	17	446
Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	8	306	16	(4)	2	(21)	6	300
Régime de retraite du personnel des filiales étrangères		64	2	(6)	1	6		67
Avantages postérieurs à l'emploi	25	863	21	(19)	8	(61)	23	813
Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	387	846	177	(164)	4		397	852
Indemnités de rupture	86	29					86	29
Congés longue maladie / longue durée	61	46					61	46
Compte Epargne temps	123	110	2	(5)			121	109
Autres avantages à long terme	2	18	3				6	17
Autres avantages du personnel	272	203	5	(5)			275	200
TOTAL	683	1 912	203	(189)	12	(61)	695	1 866

NOTE 20 PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITES BANCAIRES

(en millions d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Dettes envers les établissements de crédit à vue	418	286
Dettes envers les établissements de crédit à terme	16 866	14 870
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	15 618	13 343
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	17 284	15 157
Comptes d'épargne à régime spécial	113 542	112 974
<i>dont Livret A</i>	61 977	62 696
<i>dont PEL et CEL</i>	29 640	28 211
<i>dont LEP</i>	8 002	8 095
Dettes envers la clientèle à vue	53 065	50 604
<i>dont comptes ordinaires créditeurs clientèle</i>	52 381	50 041
Dettes envers la clientèle à terme	6 327	3 672
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	172 934	167 251
Dettes représentées par un titre	11 005	11 048
<i>dont certificats de dépôt</i>	5 215	5 770
Dépôts de garantie reçus	1 071	1 591
Instruments dérivés de couverture	395	432
Autres	1 900	2 071
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS BANCAIRES	14 371	15 143
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	1 801	1 995

NOTE 21 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	31/12/2014
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 346	1 391
Dettes fiscales et sociales	1 736	1 829
Dettes fournisseurs d'immobilisations	227	230
Dettes sur opérations du courrier international	493	468
Avances et acomptes clients	205	184
Autres dettes d'exploitation	164	179
TOTAL	4 171	4 282

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 22 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

- 22.1 Impacts des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres
- 22.2 Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti
- 22.3 Hiérarchie des évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan
- 22.4 Exposition aux risques souverains

22.1 Impact des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres

1^{ER} SEMESTRE 2015

(en millions d'euros)	Variations de juste valeur				Décomptabilisation et dividendes	Gain (perte) net
	Produits (charges) d'intérêts	Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres	Dépréciation		
Prêts, créances et dettes	952			(73)		879
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	488					488
Actifs disponibles à la vente	37		(154)		134	17
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	92	5				97
TOTAL	1 569	5	(154)	(73)	134	1 481

22.2 Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

(en millions d'euros)	30/06/2015	
	Valeur au bilan	Juste valeur
ACTIFS		
Actifs bancaires		
Prêts et créances sur la clientèle	72 265	73 743
Prêts et créances sur les établissements de crédit	83 179	83 524
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	26 062	29 129
PASSIFS		
Passifs bancaires		
Dettes envers les établissements de crédit	17 284	15 936
Dettes envers la clientèle	172 934	172 528
Dettes représentées par un titre et autres	11 005	11 294
Passifs non bancaires		
Emprunts obligataires au coût amorti et couverts	4 386	4 985

22.3 Hiérarchie des justes valeurs comptabilisées au bilan

Les méthodes utilisées pour l'évaluation des justes valeurs n'ont pas évolué depuis le 31 décembre 2014.

(en millions d'euros)

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS DES ACTIVITÉS BANCAIRES			
Effets publics et valeurs assimilées	1 039		
Obligations et autres titres à RF	2 889	8 131	
Actions et autres titres à RV	57		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3 984	8 131	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		560	
Instruments dérivés de cours de change		19	
Instruments dérivés sur actions et indices		6	
Dérivés de transaction		585	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		940	
Instruments dérivés de couverture de juste valeur		940	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		105	
Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie		105	
Effets publics et valeurs assimilées	1 794	35	
Obligations et autres titres à RF	9 743	387	
Actions et autres titres à RV	804	280	125
Titres de participation non consolidés		41	113
Actifs financiers disponibles à la vente	12 342	743	238
ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Autres actifs financiers non courants		587	110
Créances clients et autres créances		3 292	
Autres actifs financiers courants	299	295	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	509	1 453	
PASSIFS DES ACTIVITÉS BANCAIRES			
Dettes représentées par un titre		5	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		5	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		574	
Instruments dérivés de cours de change		7	
Autres instruments dérivés		21	
Instruments dérivés de crédit		1	
Instruments dérivés sur actions et indices		7	
Instruments dérivés de transaction		610	
Instruments dérivés de taux d'intérêts		395	
Instruments dérivés de couverture de juste valeur		395	
PASSIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Emprunts obligataires et dettes financières		7 295	
Dettes fournisseurs et autres dettes		4 171	

ACTIF

Transfert du niveau 1 vers le niveau 2 : 18,3 millions d'euros (3 titres à revenus fixes dont les prix ne sont plus représentatifs d'un prix coté sur le marché actif) et 41,8 millions d'euros (suite à l'affinement de la méthode de classement en hiérarchie de juste valeur de dérivés de taux d'intérêts).

Transfert du niveau 2 vers le niveau 1 : 2,8 millions d'euros (passage en Mark to Market de 4 titres à revenus variables).

Transfert du niveau 3 vers le niveau 1 : 7,6 millions d'euros (passage en Mark to Market d'un titre à revenu variable)

PASSIF

Transfert du niveau 1 vers le niveau 2 : Néant

Transfert du niveau 2 vers le niveau 1 : Néant

JUSTES VALEURS DE NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE (ACTIVITÉS BANCAIRES)

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs à la juste valeur par résultat sur option	Dérivés de transaction	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	TOTAL
Ouverture					234	234
Gains et pertes enregistrés en résultat						
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					6	6
Achats					17	17
Ventes					(7)	(7)
Autres mouvements					(2)	(2)
Transferts vers ou hors niveau 3					(10)	(10)
CLÔTURE					238	238

22.4 Exposition aux risques souverains

Les recensements des expositions souveraines sont établis selon le périmètre défini par l'Autorité bancaire européenne (ABE), c'est-à-dire en reprenant dans les données les expositions sur les collectivités régionales, les administrations centrales et entreprises bénéficiant d'une garantie de l'État. Les expositions sont présentées

sur le Groupe, c'est-à-dire pour les sociétés détenues à plus de 50%.

Le Groupe ne dispose pas d'exposition sur Chypre, la Hongrie et l'Égypte.

EXPOSITIONS SOUVERAINES

La Banque Postale ne détient pas d'expositions sur Chypre, la Hongrie et l'Égypte.

(en millions d'euros)	Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total expositions directes (a)	Hors bilan	Total expositions directes et indirectes (b)	Exposition en %
Grèce						
Irlande	2		2		2	0,0%
Italie	577		577		577	2,1%
Portugal						
Espagne	449		449		449	1,6%
TOTAL GIIPes	1 027		1 027		1 027	3,7%
Allemagne	2 443		2 443		2 443	8,8%
Autriche	23		23		23	0,1%
Belgique	1 659		1 659		1 659	6,0%
France	19 209	1 060	20 269		20 269	73,1%
Grande-Bretagne						
Luxembourg	18		18		18	0,1%
Pays Bas	401		401		401	1,4%
Pologne	22		22		22	0,1%
Slovaquie	1		1		1	0,0%
Slovénie	6		6		6	0,0%
Suisse						
Supra-national	690		690		690	2,5%
TOTAL EUROPE	24 472	1 060	25 531		25 531	92,1%
Reste du monde	1 175		1 175		1 175	4,2%
TOTAL	26 674	1 060	27 733		27 733	100%

(a) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre

(b) Exposition directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe

EVOLUTION DES EXPOSITIONS AUX GIPE (a)

(en millions d'euros)	Décembre 2014		Dépréciation	Échéances	Cessions	Acquisitions ^(b)	Transfert	Juin 2015	
	Nominal	Valeur au bilan						Nominal	Valeur au bilan
Grèce									
Irlande	2	2						2	2
Italie	54	63			(1)			53	61
Portugal									
Espagne	396	416			(391)			5	6
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	451	481			(392)			60	70
Grèce									
Irlande									
Italie	1 082	1 107		(585)				497	515
Portugal									
Espagne	431	434						431	442
ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE	1 513	1 541		(585)				928	958
Grèce									
Irlande									
Italie									
Portugal									
Espagne									
PRÊTS & CRÉANCES									
Grèce									
Irlande									
Italie									
Portugal									
Espagne									
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT									

(a) Expositions directes : Encours (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre ne comprenant pas les expositions indirectes que sont les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe.

(b) Montants correspondant à la juste valeur initiale des titres acquis

COMPLÉMENTS SUR LES EXPOSITIONS DE CERTAINS PAYS EUROPÉENS

Les expositions du secteur Assurances étant très peu significatives, elles ne sont pas détaillées ci-dessous.

Recensement par catégories

(en millions d'euros)	Prêts et créances	Actifs disponibles à la vente	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Portefeuille bancaire (a)	Actifs à la juste valeur par résultat	Total bilan après dépréciations	Hors bilan	TOTAL
Grèce								
Irlande		2		2		2		2
Italie		61	515	577		577		577
Portugal								
Espagne		6	442	449		449		449
TOTAL		70	958	1 027		1 027		1 027

(a) Les expositions sont présentées pour leur valeur nette comptable au bilan

Représentation des gains et pertes latentes inscrites en réserves

(en millions d'euros)	Actifs disponibles à la vente	Gains et pertes inscrits en réserves	Niveau de hiérarchie de JV
Grèce			
Irlande	2		N1
Italie	61	8	N1
Portugal			
Espagne	6	1	N1
TOTAL	70	9	

Impact des dépréciations

(en millions d'euros)	Total	Dont dépréciations	Total avant dépréciation
Grèce			
Irlande	2		2
Italie	577		577
Portugal			
Espagne	449		449
TOTAL	1 027		1 027

Représentation par maturité

(en millions d'euros)	Total	Durée restante en années						
		1	2	3	4	5	<10	>10
Grèce								
Irlande	2	2						
Italie	577	3	192	230	63	71	17	
Portugal								
Espagne	449	153	289					6
TOTAL	1 027	159	482	230	63	71	17	6

EXPOSITIONS NON SOUVERAINES DE CERTAINS PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

(en millions d'euros)	Bancaire	Corporate	Administration publique	Titrisation	TOTAL
Grèce					
Irlande	11	96			107
Italie	313	197			510
Portugal		1			1
Espagne	923	77			1 000
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	1 247	371			1 618
Grèce					
Irlande					
Italie					
Portugal					
Espagne					
ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE					
Grèce					
Irlande	30				30
Italie					
Portugal					
Espagne					
PRÊTS & CRÉANCES	30				30
Grèce					
Irlande		40			40
Italie	788	112			900
Portugal					
Espagne	561	30			591
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	1 348	183			1 531

NOTE 23 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2014 (voir note 35 des états financiers consolidés au 31 décembre 2014).

NOTE 24 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2014 (voir note 36 des états financiers consolidés au 31 décembre 2014).

NOTE 25 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE 2015**

LA POSTE SA

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015)

Aux Actionnaires
LA POSTE SA
44, boulevard de Vaugirard
75015 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LA POSTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 30 juillet 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit

Eric Bertier
Associé

Agnès Husserr
Associée

Eric Amato
Associé

Marie-Christine Jolys
Associée

